GARANTIR L'ABSENCE DE PERTE NETTE POUR LA POPULATION COMME POUR LA BIODIVERSITE

BONNES PRATIQUES

PHOTOS DE COUVERTURE : Une des obligations de compensation environnementale d'un grand barrage hydroélectrique ougandais est la préservation des chutes de Kalagala et des rapides d'Itanda (sacrés pour certains membres de la communauté locale), et l'assurance qu'aucun autre barrage ne puisse être construit qui pourrait les affecter négativement (© V.F. Griffiths). **CI-DESSUS - EN HAUT À GAUCHE** : des agriculteurs vivant aux abords d'un site de compensation écologique à Madagascar y font face à des restrictions d'utilisation des ressources naturelles. Bien que certains aient bénéficié d'un appui au développement de l'agriculture locale, dans l'ensemble bien accueilli, il fût plus difficile de faire en sorte que toutes les personnes touchées puissent en bénéficier (© J.P.G. Jones).

En bas à gauche : un projet de modernisation de voie ferrée au Royaume-Uni a nécessité du défrichement d'habitats naturels pour l'implantation des nouvelles infrastructures. Ces habitats abritant des ressources alimentaires essentielles pour les papillons, le projet s'est engagé à générer un gain net de biodiversité via la restauration et la création d'habitats supplémentaires favorables aux papillons dans l'emprise du projet et dans des secteurs adjacents (© D. Rogers). **En bas à droite** : Dans le parc national de Jasper, au Canada, des mesures de compensation environnementales importantes ont été mises en œuvre le long du pipeline souterrain de Trans Mountain, pour s'assurer que le projet ne porte pas atteinte aux valeurs d'usage et de non-usage, tant pour les populations résidentes que pour les visiteurs (© JW Bull).

CITATIONS SUGGÉRÉES : Bull, J.W. 1, Baker, J. 2, Griffiths, V.F. 3, Jones, J.P.G. 4 et Milner-Gulland, E.J. 5, (2018). Garantir l'absence de perte nette pour la population comme pour la biodiversité – bonnes pratiques. Oxford, Royaume-Uni. DOI : 10.31235 / osf.io / 4ygh7.

¹ **Wild Business Ltd** (joe@wildbusiness.org), ² **Balfour Beatty** (Julia.Baker2@balfourbeatty.com), ³ **Bangor University / Université d'Oxford** (victoria.griffiths@bnc.ox.ac.uk), ⁴ **Université de Bangor** (julia.jones@bangor.ac.uk), ⁵ **Université d'Oxford** (ej.milner-gulland@zoo.ox.ac.uk).

Cette publication est autorisée sous licence CC BY. Tout partage ou utilisation de ce travail, même à des fins commerciales, est bienvenue, à la condition stricte où les auteurs de la publication originale en référence sont cités. En revanche l'intégralité des photographies de ce document restent l'entière propriété de l'auteur original et sont soumises au copyright.

PHOTOGRAPHIES DANS LE DOCUMENT : V.F. Griffiths, H.G. Jones, D. Rogers, D. Palmar (www.photoscot.co.uk), D. Antonacci, A. Aussel, F. Melki, Biotope, WCS

La traduction française de ce document a été effectuée par Mme. Christiane Randriamapionona, relue et corrigée par l'équipe COMBO.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	4
PREFACES	6
RESUME	8
1 INTRODUCTION	10
1.1 À qui s'adresse ce document ?	10
1.2 Qu'est-ce que l'absence de perte nette (APN) et le gain net (GN) pour la biodiversité ?	11
1.3 Quels sont les impacts sociaux de la compensation (APN/GN) pour la biodiversité ?	13
1.4 Pourquoi faut-il intégrer la population dans la compensation pour la biodiversité ?	14
1.5 Quelles sont les bonnes pratiques en la matière et quels compléments faut-il apporter ?	17
2 ATTEINDRE L'ABSENCE DE PERTE NETTE (APN) / GAIN NET (GN) POUR LA POPULATION COMME POUR LA BIODIVERSITÉ	19
2.1 Le résultat social attendu de la compensation (APN / GN) pour la biodiversité	19
2.2 Principes fondamentaux et bonnes pratiques	20
2.3 Etudes de cas	23
2.4 Aligner l'APN/GN pour la biodiversité sur les résultats sociaux	28
3 PROCHAINES ÉTAPES	30
GLOSSAIRE	32
RÉFÉRENCES	34
NOTES TECHNIQUES	35

LES PARTENAIRES DU PROJET :

REMERCIEMENTS

Ce recueil de bonnes pratiques a été élaboré dans le cadre d'un projet Darwin, financé par le gouvernement du Royaume-Uni et intitulé « Achieving No Net Loss For Communities And Biodiversity In Uganda » (23-019), et du ESRC Impact Accelerator Award, intitulé « Developing and mainstreaming guiding principles for ensuring No Net Loss for people and biodiversity ».

Ces principes ont initialement été développés en concertation avec les membres de l'équipe du projet « Initiative Darwin », et en particulier avec Francis Ogwal (Autorité nationale de gestion de l'environnement en Ouganda) et Dilys Roe (IIED). Le document a été élaboré et mis au point via des consultations approfondies avec un large éventail de parties prenantes, incluant l'avis des 80 participants à un webinaire BBOP, ainsi que ceux présents à des ateliers à Kampala, en Ouganda (organisés par Nature Uganda) ou encore à Cambridge au Royaume-Uni (organisés par le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE), Oxford (hébergé par l'Université d'Oxford) et enfin Londres (hébergé par Balfour Beatty).

Des contributions écrites ont également été produites par : Phillipe Puydarrieux (UICN), Fabien Quétier (Biotope), Hugo Rainey (WCS), Kerry ten Kate (Forest Trends), Amrei von Hase (Forest Trends), Rose O'Neil (Natural England), Malcolm Starkey (TBC), Mark Infield (Infield Conservation Consulting), Nick Blyth (IEMA), Tom Butterworth (WSP), Anders Enetjärn (Enetjärn Natur), Susie Brownlie (deVilliers Brownlie Associates), Morgan Robertson (Université du Wisconsin), Clare Wansbury (Atkins), Katharine Gotto-Walton (forum mondial sur la pratique sociale et Synergy), Lauren Brown (RSSB), Derek Pomeroy (Université de Makerere), Laura Sonter (Université de Queensland), Martine Maron (Université de Queensland), Anne-Kaisa Tupala (Université de Jyväskylä), Sam Sinclair (Biodiversify).

L'équipe du projet remercie vivement l'ensemble des collaborateurs pour leurs contributions, en particulier le programme BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme), l'IUCN, The Biodiversity Consultancy, le groupe SNAPP (Science for Nature and People Partnership) sur la conservation compensatoire, l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), et le projet COMBO (Conservation, Minimisation des impacts et compensation au titre de la Biodiversité en Afrique), porté par WCS, Biotope et Forest Trends. Toute erreur qui subsisterait relève de la responsabilité des auteurs.

Ce document a été élaboré et affiné grâce à une consultation approfondie impliquant un large panel de parties prenantes.

PRÉFACES

Comment conserver le milieu de vie des êtres humains, des animaux et des végétaux et exploiter dans le respect des générations futures les ressources naturelles ?

Un tel défi nécessite l'apprentissage collectif de toutes les communautés et la prise de responsabilité de tous face aux enjeux du développement durable telle que l'érosion de la biodiversité qui menace la vie sur notre planète.

Pour faire face à cet enjeu planétaire, la hiérarchie d'atténuation des impacts sur la biodiversité a été encouragée, et une politique mondiale en matière de compensation de la biodiversité a été adoptée lors du congrès mondial de la nature de l'UICN en 2016.

Mais la limitation des activités de subsistance des communautés locales générée par ces compensations écologiques peut aussi engendrer des impacts sociaux négatifs même si la biodiversité dans son ensemble est maintenue.

Dès lors, les attentes des populations s'accroissent et leurs exigences quant à la restriction de leurs accès aux ressources et au capital naturel, base de leurs subsistances, deviennent de plus en plus fortes.

Arriver à l'acceptabilité sociale des compensations au titre de la biodiversité est donc le grand défi pour réussir une hiérarchie d'atténuation optimale et complète des impacts.

Des instruments comme les normes et les politiques de sauvegarde ont été développés. Les engagements des entreprises à la responsabilité sociétale (RSE) se développent de plus en plus. L'approche intégrée de la planification territoriale, et l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EES) associée, commencent à faire leur chemin pour justement favoriser bien en amont la conciliation des objectifs de préservation de la biodiversité et les compensations des pertes sociales.

Le retour d'expériences et la capitalisation des bonnes pratiques doivent se poursuivre et se renforcer pour nous permettre d'avancer durablement dans cet apprentissage collectif.

**RAKOTOARY Jean
Chrysostome**

Ancien Directeur Général de
l'Office National pour
l'Environnement- Madagascar
(de 2001 – avril 2019)

Lisa GAYLORD

USAID – Madagascar : Team Leader, Environnement et Développement Rural (1990 – 2008)

Rio Tinto QMM : Responsable des Relations Externes, Communautaires et du Développement Durable (2012 – 2019)

Dans l'application de la réglementation nationale et de la hiérarchie d'atténuation, il est important pour les industries extractives de tirer des leçons de la gestion des aires protégées à Madagascar. Les trente dernières années ont clairement montré que pour conserver la biodiversité, les humains doivent être placés au cœur de l'action. Les malgaches dépendent des ressources naturelles dans leur vie quotidienne. Les services écosystémiques garantissent les modes de vie de plus de 18 millions de personnes, soit plus de 80% de la population qui dépend de la terre et des ressources naturelles au quotidien.

Le secteur extractif a un impact sur la biodiversité unique de Madagascar, mais aussi sur les services écosystémiques dont dépendent les gens. Éviter, réduire, restaurer et compenser les impacts résiduels sur la biodiversité était considéré comme une réponse adéquate par les industries extractives, dans le passé. Cependant, les impacts de la mine sur la vie quotidienne de la population locale ne sont pas traités par cette séquence de mesures, et elle peut subir des impacts supplémentaires dans les zones tampons ou les sites de compensation autour de l'emprise. Ceci a été reconnu par Rio Tinto QMM pour qui les partenariats avec les communautés sont essentiels. La gestion effective par les communautés des ressources naturelles est le socle sur lequel a été construite leur stratégie d'absence de perte nette de biodiversité.

Rio Tinto QMM a joué un rôle clé dans l'intégration des communautés et de la biodiversité en créant une équipe traitant de manière conjointe de la biodiversité et de la gestion des ressources naturelles, avec un point de vue communautaire. Les aspects clés de cette approche intégrée sont (1) prendre en compte les questions de droits et d'accès des communautés à la terre et aux ressources, (2) s'assurer de la gestion communautaire des aires protégées et sites de compensation par de la restauration écologique active, (3) renforcer la gestion par les communautés des plantations d'espèces à croissance rapide à l'intérieur et à l'extérieur de la concession, pour leur bénéfice, et (4) promouvoir des modes de vie alternatifs viables, basés sur une chaîne de valeur associée à des changements de comportements. L'obtention de résultats positifs dépend de l'engagement des populations locales dans des changements durablement positifs, environnementalement et socialement.

RÉSUMÉ

Il est de plus en plus attendu des projets de développement qu'ils quantifient et atténuent pleinement leurs impacts sur la biodiversité avec pour objectif général « l'absence de perte nette » (no net loss) ou un « gain net » (net gain) de biodiversité. Or, chercher à atteindre ces objectifs en matière de biodiversité peut également affecter les populations qui dépendent de la biodiversité, de ses usages et des valeurs qui lui sont attribuées. Même si les impacts sociaux sont aussi et de plus en plus pris en compte et atténués par les projets, ceux qui découlent de l'atténuation des impacts sur la biodiversité sont souvent sous-valorisés et insuffisamment pris en compte.

Ce document met en exergue les principes fondamentaux pour la mise en œuvre de bonnes pratiques pour la prise en compte optimale des impacts sociaux résultant des pertes et des gains de biodiversité du fait d'un projet de développement et de son application de la hiérarchie d'atténuation. Il vise à :

- Définir les effets sociaux mesurables de la mise en œuvre de la hiérarchie d'atténuation pour la biodiversité.
- Fournir un cadre pour s'assurer de la bonne intégration des aspects sociaux dans la mise en œuvre de la compensation pour la biodiversité, conformément aux bonnes pratiques.
- Faciliter, tout au long d'un projet, la collaboration étroite entre toutes les parties prenantes impliquées dans l'atténuation et la compensation des impacts sur la biodiversité, et en particulier entre les spécialistes environnementaux et sociaux.

Les principes énoncés dans ce document s'appuient sur les bonnes pratiques internationales par lesquelles les projets de développement doivent démontrer une absence de perte nette ou un gain net de biodiversité, tout en s'assurant que les populations affectées ne soient au final pas moins mais de préférence mieux loties par rapport à leur situation de référence. Ils proposent des objectifs de grande qualité en la matière, ce qui, dans la pratique, peut s'avérer être ambitieux pour certains projets. Ils s'appuient sur la littérature et les guides et directives existantes, et sur la synthèse d'une grande diversité de points de vue exprimés au cours d'un processus de consultation approfondi. Nous nous attendons néanmoins à ce qu'ils fassent l'objet de nouvelles améliorations lorsqu'ils seront testés sur le terrain. Les auteurs sont preneurs de toute remarque constructive en ce sens.

Ainsi, les projets de développement visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité devraient toujours se fixer pour objectif que :

Les populations considèrent que les composantes de leur bien-être affectées par les pertes et les gains de biodiversité sont au moins aussi bonnes à la suite du projet de développement et des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité que si le projet n'avait pas été mis en œuvre.

Pour ce faire, les principes suivants devraient être appliqués :

1

Mesurer les changements de bien-être.

2

Se concentrer sur les populations dans l'aire d'influence du projet.

3

Maintenir les résultats sociaux attendus des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité pendant toute la durée du projet.

4

Comparer les résultats sociaux résultant des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité avec un scénario de référence adéquat

5

Aller au-delà des obligations existantes afin d'atteindre les résultats sociaux attendus des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité.

6

Evaluer le bien-être de différents groupes de population bien définis (par exemple par genre ou secteur d'activité).

7

Bénéficier aux personnes affectées.

8

Mettre en synergie les objectifs écologiques et sociaux des mesures visant l'absence de perte nette ou de gain net de biodiversité.

9

Produire des résultats sociaux équitables à l'issue des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité.

10

Éviter les impacts sociaux jugés inacceptables par les populations affectées et/ou qui ne pourraient pas être compensés.

11

Concevoir et mettre en œuvre de manière participative et inclusive les volets sociaux des mesures visant l'absence de perte nette ou le gain net de biodiversité.

12

S'assurer que les spécialistes de la biodiversité et des sciences sociales collaborent sur l'absence de perte nette et le gain net de biodiversité.

13

Mettre en œuvre des mécanismes efficaces de résolution des conflits.

14

Faire le suivi en continu des résultats sociaux obtenus.

15

Faire valider en continu les résultats sociaux obtenus.

16

Garantir la transparence tout au long du processus.

1 INTRODUCTION

1.1 À QUI S'ADRESSE CE DOCUMENT ?

Ce document est destiné aux personnes impliquées dans les projets de développement économique qui appliquent la hiérarchie d'atténuation, autrement appelée séquence Eviter - Réduire - Compenser (ERC), visant une « absence de perte nette » (APN) ou un « gain net » (GN) de biodiversité (ci-après dénommés collectivement APN/GN). (Encadré 1).

Ce document établit des principes de bonnes pratiques pour que les projets de développement engagés dans l'APN/GN soient, dans ce processus dédié à la biodiversité, également en mesure de correctement prendre en compte et compenser si besoin ses effets négatifs sur les populations et de maximiser les opportunités de générer des résultats sociaux positifs.

Ces principes « sociaux » s'appliquent que les objectifs d'APN/GN soient imposés par la législation nationale, les conditions de financement du projet, ou encore les politiques volontaires d'entreprises. Ils s'appuient et complètent des principes existants, tels que ceux développés par le BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme), et visent à combler les écarts entre les aspects sociaux et écologiques de l'APN/GN. Ils sont également destinés à faciliter des liens de travail plus étroits entre les spécialistes de la biodiversité et les spécialistes sociaux impliqués tout au long d'un projet.

Bien que l'accent soit mis sur les projets de développement, ce document peut également servir et illustrer, via l'échelle projet, les approches stratégiques et le développement de politiques sur l'APN/GN.

Ce document vise à appuyer les projets de développement dans leurs stratégies d'atténuation et de compensation de leurs impacts sur la biodiversité afin qu'ils prennent davantage en compte les effets négatifs potentiels sur les populations et qu'ils puissent a contrario maximiser les effets sociaux positifs de leurs actions.

Il se focalise sur les impacts sociaux des pertes et gains de biodiversité associés à un projet, et aux impacts des activités d'atténuation et de compensation visant l'APN/GN. Dans le reste du texte, nous nous ferons référence aux « impacts sociaux de l'APN/GN de biodiversité ».

ENCADRÉ 1

Public visé

Ce document est destiné aux personnes impliquées dans le portage, la conception, la planification, l'instruction, la construction, la mise en service, l'exploitation et le suivi des projets visant l'APN/ GN de biodiversité. Parmi ceux pour qui il pourrait s'avérer particulièrement utile, nous pouvons citer :

- **Les écologues, experts écologues et autres spécialistes de l'environnement** chargés de la conception ou de la mise en œuvre de mesures visant l'APN/GN de biodiversité dans le cadre des projets de développement.

- **Les spécialistes sociaux** qui interagissent ou collaborent avec des spécialistes de l'environnement sur des projets visant l'APN/ GN de biodiversité.

Plus largement, le document intéressera :

- **Les maîtres d'ouvrage et les investisseurs** qui déterminent les objectifs en matière d'APN/GN de biodiversité pour les projets de développement.

- **Les chefs d'entreprise et les responsables du développement durable** qui incluent des objectifs d'APN/GN de biodiversité dans leur stratégie d'entreprise.

- **Les organes statutaires, régulateurs, autorités compétentes, services instructeurs et auditeurs** évaluant les performances en matière d'APN/GN de biodiversité pour des projets de développement spécifiques.

- **Les prestataires** mettant en œuvre des mesures visant l'APN/GN de biodiversité dans le cadre des projets de développement.

- **Les universitaires et membres d'organisations non gouvernementales** impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'APN/ GN de biodiversité de projets de développement.

- **Les décideurs politiques** élaborant ou mettant à jour des politiques contenant des objectifs de d'APN/GN de biodiversité.

- **Le « grand public »**, notamment ceux qui sont touchés par les projets visant l'APN/GN de biodiversité et les personnes impliquées dans les consultations réalisées dans le cadre des processus d'autorisation des projets.

1.2 QU'EST-CE QUE L'ABSENCE DE PERTE NETTE ET LE GAIN NET DE BIODIVERSITÉ ?

Les objectifs d'APN/GN de biodiversité sont adoptés par un nombre croissant de gouvernements, investisseurs et entreprises du monde entier. L'APN/GN est une approche de gestion des ressources naturelles - en particulier en ce qui concerne la conservation de la biodiversité - dans un contexte de développement économique.

Afin de parvenir à l'APN/GN, il faut quantifier à la fois les pertes en biodiversité causées par un projet de développement et les gains obtenus grâce à la mise en œuvre de la hiérarchie d'atténuation (y compris par les compensations écologiques), afin de démontrer que les gains globaux en biodiversité sont égaux (APN) ou supérieurs (GN) aux pertes. Les pertes causées par les projets de développement peuvent être directes (ex : défrichement des forêts) ou indirectes (ex : facilitation du braconnage), et cumulatifs avec d'autres projets de développement ; et les pertes et gains comprennent à la fois ceux qui sont attendus du fait de la conception du projet et ceux qui sont inattendus. Il est souligné que les « gains » liés au processus de l'APN/GN de biodiversité compensent en premier lieu des pertes de biodiversité, de sorte qu'ils ne représentent pas des gains absolus pour la conservation.

Les projets de développement visant l'APN/GN doivent toujours suivre la hiérarchie d'atténuation (Figure 1). La première étape consiste à éviter autant que possible les impacts négatifs sur la biodiversité (ex : redéfinir l'emprise du projet afin d'éviter les habitats sensibles), puis à réduire les impacts inévitables (ex : la construction et l'entretien « d'échelles à poissons » permettant aux poissons de migrer en amont malgré la présence d'infrastructures dans le lit d'un fleuve). Les mesures d'évitement consistent généralement à effectuer une présélection des enjeux de biodiversité les plus critiques pour un projet, à identifier les impacts potentiels, puis à reconsidérer la portée et l'emplacement du projet. La différence entre les mesures d'évitement et les mesures de réduction réside dans le fait que les premières ne nécessitent aucune action supplémentaire une fois incorporées dans la conception du projet, contrairement aux dernières.

Lorsque des mesures préventives (évitement et réduction) ne sont pas possibles, la troisième étape consiste à réparer les dégâts : la réhabilitation (ex : restaurer l'habitat temporairement défriché pour des routes d'accès). La dernière étape consiste à compenser intégralement toute perte de biodiversité résiduelle (on parle aussi d'offset de biodiversité). Afin d'atteindre un objectif d'APN/GN de biodiversité dans cette dernière étape, la compensation des pertes de biodiversité vise des gains de biodiversité mesurables, obtenus ailleurs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'emprise du projet de développement. Les compensations donnent lieu à des modifications de la biodiversité considérées comme positives (« gains ») et au moins équivalentes aux pertes résiduelles. Les compensations doivent toujours être considérées en dernier recours et dans le contexte de la hiérarchie d'atténuation dans son ensemble ; c'est-à-dire que « les compensations relatives à la biodiversité ne doivent jamais être utilisées pour contourner les responsabilités d'évitement et de minimisation des dommages à la biodiversité, ou pour justifier des projets qui ne verraient jamais le jour autrement »¹. La différence entre la réhabilitation et la compensation réside dans le fait que la première inverse les impacts causés par le développement à court terme, tandis que la dernière compense ces impacts en recherchant des gains de conservation mesurables ailleurs.

Les étapes à suivre par les projets de développement dans la hiérarchie d'atténuation sont souvent décrites dans le cadre du processus d'évaluation d'impact, comme dans les Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES), qui doivent intégrer les impacts directs, indirects et cumulatifs des projets de développement.

FIGURE 1

Étapes de la hiérarchie d'atténuation, par ordre de préférence du point de vue de la conservation de la biodiversité. Le processus est souvent itératif lorsque l'évaluation des impacts d'un projet de développement informe la conception et l'application de la hiérarchie des mesures d'atténuation.

Les principes sociaux pour l'APN/GN de biodiversité dans ce document s'appliquent à toutes les étapes de la hiérarchie d'atténuation. Ils doivent être appliqués aussi tôt que possible dans le cycle de vie d'un projet et en même temps que la conception, la mise en œuvre, l'entretien et le suivi des mesures liées à l'APN/GN de biodiversité.

1.3 QUELS SONT LES IMPACTS SOCIAUX DE L'APN/GN DE BIODIVERSITE ?

Les projets de développement peuvent entraîner des pertes et des gains de biodiversité, ce qui peut affecter les avantages que les gens tirent de la nature (souvent appelés services écosystémiques), au niveau local, national et international. Cela peut être positif, notamment en améliorant le bien-être des populations en améliorant leur accès aux espaces verts, ou négatif, comme dans le cas d'une perte de biodiversité sur un site qui en réduit l'intérêt pour des activités de loisirs. Cela peut également avoir de graves conséquences, par exemple si le réaménagement d'une réserve naturelle en vue d'atteindre l'APN/GN de biodiversité empêche les populations locales de collecter des ressources fondamentales telles que le bois d'œuvre, les plantes médicinales et d'autres produits dont elles dépendent pour leur subsistance.

Dans ce contexte, les “impacts sociaux de l'APN/GN de biodiversité” désignent les impacts sur les populations de toutes les pertes et de tous les gains en biodiversité résultant d'un projet de développement et de ses activités visant l'APN/GN. Ces impacts sociaux résultent souvent de changements dans la fourniture de services écosystémiques et peuvent être positifs ou négatifs.

Il est largement reconnu dans la politique internationale, et au cœur de la mission de certaines organisations, y compris de la Banque Mondiale, que les impacts sociaux des projets de développement ne doivent pas seulement être considérés en termes économiques (par ex : en utilisant des indicateurs tels que le revenu des ménages), mais en termes de bien-être général. L'APN/GN de biodiversité peut affecter le bien-être de différentes manières, notamment via les biens matériels nécessaires à une vie de bonne qualité (par ex : accès aux produits essentiels aux pauvres et groupes vulnérables), saine (y compris le sentiment de bien-être), aux bonnes relations sociales, à la sécurité et à la liberté de choix et d'action.

Les impacts sociaux découlant de l'APN/GN (lesquels sont au centre de ce document) sont souvent intégrés dans un ensemble plus large d'objectifs sociaux associés au projet de développement. Il est essentiel d'avoir une coordination entre les spécialistes mettant en œuvre les objectifs sociaux plus larges et ceux axés sur la mise en œuvre de l'APN/GN de biodiversité.

Les mesures visant à éviter, réduire et compenser la perte de biodiversité par le biais de la hiérarchie d'atténuation influenceront le type et l'étendue des impacts sociaux encourus. Les mesures d'évitement peuvent garantir que les personnes ne subissent pas de perte de fourniture de services écosystémiques (voir Encadré 2).

Simplement réduire ou restaurer a posteriori les pertes de biodiversité peut réduire la fourniture de services écosystémiques même si l'APN/GN de biodiversité est atteint à long terme. En tant que dernière étape de la hiérarchie d'atténuation, la compensation peut toucher différentes personnes de différentes manières. Par exemple, les personnes vivant à proximité d'un projet de développement risquent de perdre la fourniture de services écosystémiques, mais les personnes vivant à proximité de la compensation, où un habitat est créé à une certaine distance du projet de développement, peuvent bénéficier d'une nouvelle fourniture de services écosystémiques, comme une augmentation de la pollinisation ou de nouvelles opportunités de loisirs. Cependant, elles peuvent également être affectées négativement, par exemple lorsque les activités de compensation les empêchent d'accéder à des services écosystémiques (par ex : si la compensation prend la forme d'une nouvelle zone protégée avec des restrictions qui signifient que la zone ne peut plus être utilisée comme elle l'était auparavant).

ENCADRÉ 2

Terminologie pour définir la relation entre bien-être et nature

Tandis que le NNL/NG s'articule autour de la biodiversité, les discussions sur les impacts sociaux dans le contexte de politiques environnementales utilisent souvent le terme « nature », car les éléments du monde naturel que les gens valorisent ne sont pas limités aux organismes vivants. Les autres éléments peuvent inclure des éléments non vivants mais desquels les personnes obtiennent des services, par ex : paysages terrestres ou marins, et ceux-ci sont traités dans ce document.

Différents termes décrivent la relation entre l'homme et la nature, dont notamment :

- Les composantes du bien-être découlant de la nature via les biens et services naturels associés, qui sont collectivement appelées **services écosystémiques**.
- **Le capital naturel** est le stock de ressources naturelles existantes (biotiques et abiotiques) générant des flux de services écosystémiques. De manière similaire à notre utilisation du terme « biodiversité » dans ce document, cela inclut les composants biologiques et les éléments non vivants d'un paysage, par ex : chutes d'eau, mais également les ressources abiotiques telles que les réserves de pétrole et de gaz.
- **Les contributions de la nature apportées aux populations** est un terme émergent qui met l'accent sur le rôle de la culture dans la définition de tous les liens entre l'homme et la nature. Il est apparu sur la scène politique internationale, par ex. via la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), en réponse à la perception selon laquelle l'expression « services écosystémiques » « commodifie » la nature, par définition.

1.4 POURQUOI CONSIDERER LES POPULATIONS DANS LE PROCESSUS D'ATTEINTE DE L'APN/GN DE BIODIVERSITÉ ?

Pour toutes les personnes impliquées dans des projets ayant un objectif d'APN/GN de biodiversité, il existe des arguments moraux, pratiques et réglementaires pour garantir que l'APN/GN soit durable et équitable pour les populations affectées.

Un **impératif moral** d'assurer des résultats équitables venant des projets de développement et de protection de l'environnement sous-tend les accords internationaux (par ex : la Convention sur la diversité biologique) et leurs objectifs, tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (par ex : l'Objectif 10 sur la « Réduction des inégalités »). Contribuer à ces objectifs globaux est clairement la bonne chose à faire pour les entreprises. La norme bien connue du BBOP (*Business and Biodiversity Offset Programme*) stipule que les compensations des atteintes à la biodiversité doivent atteindre une absence de perte nette de biodiversité « eu égard à la composition des espèces, la structure des habitats, les fonctions et l'usage anthropique des écosystèmes ainsi que les valeurs culturelles

liées à la biodiversité ». Le manuel coûts-avantages³ du BBOP donne également des orientations pour garantir que les efforts visant à réaliser des gains en matière de conservation ne « lèsent » pas la population locale, par exemple en raison des restrictions à l'utilisation des terres et des ressources créées par une compensation pour la biodiversité.

De manière cruciale, **dans la pratique**, la mise en œuvre de l'APN/GN s'avérera probablement plus facile et plus efficace à long terme avec un engagement et une adhésion au niveau local, ce qui à son tour est plus probable lorsque les impacts sur les populations locales sont pris en compte. En outre, sans implication locale, les projets de développement peuvent être confrontés à des retards coûteux ou à des mesures de rectification en raison d'objections et de protestations, en particulier pendant le processus d'obtention d'autorisations réglementaires. Une des raisons pour lesquelles des objectifs d'APN/GN de biodiversité ont été définis pour les projets de développement est de contribuer à leur acceptabilité sociale et de prévenir les risques de conflits locaux. Encore une fois, c'est plus probable lorsque les impacts sociaux de l'APN/GN de biodiversité sont pris en compte et que la population est impliquée dans le processus. Le fait de démontrer le respect des bonnes pratiques peut également générer des avantages commerciaux : faciliter l'obtention de permis, améliorer la perception de sa marque, et accéder aux financements.

Les réglementations régionales et nationales en vigueur ou en cours d'élaboration dans 108 pays mentionnent la hiérarchie d'atténuation pour la biodiversité, sous une forme ou une autre (selon l'Inventaire mondial des politiques de compensation de la biodiversité, « GIBOP »⁴). Ces réglementations n'imposent pas toutes explicitement la prise en compte de considérations sociales dans l'APN/GN de biodiversité, mais certaines le font - et beaucoup d'autres sont liées aux politiques connexes en matière de développement durable et équitable. De manière plus générale, de nombreux pays ont promulgué des lois pertinentes, comme celles qui protègent les citoyens contre une dépossession illégale ou un préjudice.

Lorsque les projets sont cofinancés par des institutions financières qui ont adopté les **normes de performance** de la Société Financière Internationale (SFI), les promoteurs sont soumis à la Norme de Performance 6 de la SFI, qui impose à ses clients de démontrer l'atteinte de l'APN pour les impacts dans un « habitat naturel » (si possible), et du GN pour les impacts dans un habitat « critique », et une prise en compte de la manière dont le projet pourrait affecter les services écosystémiques (Encadré 3). D'autres institutions financières utilisent des normes similaires, et d'autres émergent encore (par ex : le cadre environnemental et social de la Banque mondiale).

ENCADRÉ 3

Considérations sociales pour l'APN/GN de biodiversité dans le contexte des Normes de Performance de la SFI

Pour les projets de développement couverts par les Normes de Performance de la SFI, la principale approche afin d'atteindre l'APN de biodiversité est décrite dans la Norme de Performance 6 :

Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes, où il est reconnu que le maintien des services écosystémiques est fondamental pour le développement durable.

La SFI, ainsi que la plupart de ses pairs parmi les banques de développement, n'appliquent pas les normes liées à biodiversité de manière isolée. La conformité à l'ensemble des normes de performance est attendue simultanément, ce qui nécessite une prise en compte globale des problèmes sur site (sécurité, santé, travail, pollution, etc.) et la manière dont le projet de développement s'insère dans son environnement (par ex. vis-à-vis des populations locales et de la biodiversité). La Norme de Performance 1 : **Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux**, décrit comment mettre en œuvre conjointement les normes de performance de manière cohérente et intégrée, ainsi que les exigences en matière de participation des parties

prenantes (en particulier celles qui sont affectées par le projet directement et celles affectées de manière différentielle ou disproportionnée en raison de leur statut défavorisé) ainsi que le Consentement Libre Préalable et Eclairé.

La Norme de Performance 5 : **Acquisition de terrain et réinstallation involontaire** reconnaît que l'acquisition de terres liée au projet, entraînant des déplacements physiques ou économiques et des restrictions à l'utilisation des terres, peut avoir des effets défavorables sur les populations locales. Ces impacts entraînent souvent des difficultés à long terme et un appauvrissement. Sur cette base, la NP 5 cherche à éviter la réinstallation involontaire. Lorsque la réinstallation ne peut être évitée, elle devrait être minimisée et des mesures d'atténuation appropriées mises en place pour atténuer les impacts négatifs sur les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. L'approche et les mesures d'atténuation doivent viser à améliorer ou à rétablir les modes d'existence et le niveau de vie des personnes déplacées. Les propriétaires fonciers, les occupants et les exploitants ou usagers, y compris ceux qui ne sont pas légalement reconnus, sont tous reconnus par la NP 5 et doivent

© Alexia AUSSEL

1.5 QUELLES SONT LES BONNES PRATIQUES EN LA MATIERE ET QUELS COMPLEMENTS FAUT-IL APPORTER ?

Les principes énoncés ici ne visent pas à régir les nombreux problèmes sociaux et variés soulevés par les projets de développement de manière générale, pour lesquels il existe déjà une documentation considérable bien établie sous forme de guides et de nombreux spécialistes du domaine⁶. Les principes consistent à permettre aux personnes impliquées dans les projets ayant un objectif d'APN/GN de biodiversité de traiter leurs effets négatifs sur les populations et de maximiser les opportunités pour l'APN/GN de générer des résultats sociaux positifs.

Il existe des guides d'orientations pour la conception, la mise en œuvre, l'entretien et le suivi des mesures d'APN/GN². Il existe des documents d'orientation connexes³ et de la littérature récente focalisée sur les impacts sociaux de l'APN/GN.

Cependant, malgré des cadres réglementaires et politiques incitant à la prise en compte des impacts sociaux de l'APN/GN, ceux-ci sont souvent mal pris en compte ou traités de manière ponctuelle. De même, les personnes chargées de gérer l'atténuation de l'impact social des projets de développement risquent de ne pas disposer de l'expertise suffisante pour rendre compte des services écosystémiques, alors que, inversement, l'APN/GN pourrait être conçu trop tard dans le processus de développement pour être véritablement aligné avec les engagements sociaux.

La Figure 2 (au verso) présente, à titre illustratif (mais loin d'exhaustif), un ensemble de directives techniques et d'analyses scientifiques clés sur les aspects à la fois sociaux et de biodiversité de l'APN/GN ; elle montre également les compléments qu'il serait nécessaire d'apporter pour remédier aux impacts sociaux négatifs de l'APN/GN et maximiser les opportunités de l'APN/GN de générer des résultats sociaux positifs.

être traités en conséquence. L'indemnisation (lorsque le remplacement en nature n'est pas fourni) pour la perte d'actifs doit être au coût de remplacement intégral. La NP 5 est pertinente pour la conception de mesures en vue d'atteindre l'APN/GN de biodiversité car toute personne déplacée involontairement par une compensation au titre de la biodiversité mérite d'être prise en compte à la fois conformément à la NP 5 et à la NP 6 ; voir Bidaud et al. (2018)⁵ pour plus d'informations.

La Norme de Performance 7 : **Peuples autochtones**, exige que l'on tienne compte de tous les peuples autochtones touchés par un projet. Les peuples autochtones sont particulièrement vulnérables si leurs terres et leurs ressources sont transformées, empiétées ou gravement dégradées. Cette norme de performance, ainsi que l'exigence explicite de Consentement Libre Préalable et Eclairé (CLYPE) qui l'accompagne, influencent la manière dont les projets régis par toutes les autres normes de la SFI (dont la PS6) doivent prendre en compte les impacts sociaux lorsque les communautés touchées incluent des populations autochtones.

FIGURE 2 – Documents clés pour la mise en œuvre technique de la hiérarchie d'atténuation des impacts

Cette figure livre les principales ressources documentaires sur la mise en œuvre technique de l'APN/GN de biodiversité via la hiérarchie d'atténuation (en violet) ainsi que celles sur l'atténuation des impacts sociaux au cours du processus d'EIES (en bleu). Les références complètes sont données à la fin du document

2 ATTEINDRE L'ABSENCE DE PERTE NETTE OU LE GAIN NET POUR LA POPULATION COMME POUR LA BIODIVERSITÉ

2.1 LE RÉSULTAT SOCIAL ATTENDU DE L'APN/ GN POUR LA BIODIVERSITÉ

Les projets de développement visant l'APN/GN devraient se fixer pour objectifs que :

Les populations considèrent que les composantes de leur bien-être affectées par les pertes et les gains de biodiversité sont au moins aussi bonnes à la suite du projet de développement et des activités liées à l'APN/GN de biodiversité, que si le développement n'avait pas été mis en œuvre.

Ceci s'applique tout autant aux personnes affectées par le projet de développement qu'à celles affectées par les mesures liées à l'APN/GN de biodiversité, y compris les compensations écologiques. Ces personnes doivent être classées en groupes suivant une typologie d'acteurs appropriée au contexte. La perception des populations de ne pas avoir été lésées par le projet doit être maintenue tout au long du cycle de vie de celui-ci et des mesures d'atténuation associées.

Cet objectif visé suit celui exprimé dans d'autres directives telles que les principes et normes BBOP et les notes d'orientation sur les normes de performance de la SFI : des résultats durables et équitables pour les populations dans le cadre de l'APN/GN de biodiversité. Il fait également progresser la pratique - d'une part en soulignant les aspects sociaux de l'APN/GN de biodiversité, d'autre part en rendant explicite et quantifiable l'état social souhaité à l'issue de l'APN/GN. Ses composants clés sont les suivants :

Prise en compte des populations

Afin d'atteindre l'APN/GN pour la biodiversité et les populations, toutes les personnes impactées significativement, directement ou indirectement, aussi bien individuellement que collectivement, par les pertes ou les gains de biodiversité résultant d'un projet de développement et des activités liées aux mesures visant l'APN/GN doivent être prises en compte. Cela concerne en premier lieu les personnes vivant dans l'aire d'influence du projet et dont l'accès aux services écosystémiques sera modifié. Afin de pouvoir déterminer avec justesse quelles sont les populations « significativement impactées » un processus d'évaluation d'impact standardisé, tel que l'EIES, devrait être déployé, comprenant une phase de concertation et d'engagement des parties prenantes à la fois transparente, respectueuse des us et coutumes, et participative.

Evaluation du bien-être

Les résultats sociaux doivent être mesurés en termes de changements dans le bien-être des personnes, causés par les pertes et les gains en biodiversité résultant d'un projet de développement et de ses activités liées à l'APN/GN. Le bien-être est défini comme un état physique, social et mental positif (voir la Note technique B). Le bien-être d'une personne est basé sur ses perceptions, ses attentes et ses aspirations et il est en partie subjectif. Par conséquent, les évaluations du bien-être doivent être effectuées par un spécialiste social chevronné qui intégrera également une évaluation indépendante du bien-être.

Typologies d'acteurs pertinentes

Mesurer les changements de perception du bien-être auprès des populations peut s'effectuer à plusieurs échelles : au niveau des individus, des ménages, des villages, de groupes d'intérêts spécifiques (tels que les personnes partageant des activités de subsistance similaires, ou du même genre), ou d'une région. Les évaluations de bien-être devraient porter sur des groupes d'individus impactés regroupés selon une typologie appropriée au contexte, et à l'échelle où les groupes perçoivent des impacts significatifs.

Un processus continu pendant la durée du cycle de vie du projet

Le résultat social souhaité des projets visant l'APN/GN de biodiversité doit être atteint de manière continue pendant toute la durée du cycle de vie du projet et aussi longtemps que l'impact sur la biodiversité du développement et les mesures d'atténuation associées perdurent. Ceci s'oppose à l'obtention future de bénéfices sociaux, à une phase ultérieure du projet.

Comparaison avec l'absence de projet de développement (scénario contrefactuel)

Afin de démontrer l'atteinte effective des objectifs sociaux du projet, les effets sociaux du projet de développement et des mesures visant l'APN/GN de biodiversité qui lui sont associées doivent être mesurés et comparés à ceux qui seraient constatés en l'absence de projet, c'est-à-dire, le plus souvent, en prenant en compte le bien-être préexistant au projet.

2.2 PRINCIPES FONDAMENTAUX ET BONNES PRATIQUES

© Frédéric MELKI

Les principes décrits ci-après englobent les bonnes pratiques concernant les populations pour les phases de conception, de mise en œuvre, de maintien et de suivi des mesures liées à l'APN/GN de biodiversité d'un projet de développement. Ils viennent appuyer le processus d'atteinte des objectifs sociaux souhaités d'un projet visant l'APN/GN de biodiversité (voir Chapitre 2.1) ; ils sont regroupés en trois catégories :

- **Conceptuel** : considérations théoriques et conceptuelles
- **Opérationnel** : considérations pratiques
- **Institutionnel** : considérations sur l'organisation et la gouvernance

Lors de l'application de ces principes, on suppose que tous les autres impacts sociaux d'un projet de développement (autres que ceux liés à l'APN/GN de biodiversité) ont été traités conformément aux meilleures pratiques. On suppose également que les principes techniques pour atteindre l'APN/GN de biodiversité ont été suivis. Les principes consistent ici à encourager les spécialistes de la biodiversité et des sciences sociales impliqués dans l'atténuation des impacts des projets de développement à collaborer de manière plus étroite et significative. Ces principes ne sont pas normatifs, mais donnent plutôt un cadre de haut niveau destiné à être appliqué proportionnellement à l'ampleur du projet visant l'APN/GN de biodiversité et à son impact sur les populations.

1. Mesure

Les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité sont mesurés en termes de bien-être.

Le bien-être comprend les biens matériels, la santé, les relations sociales, la sécurité et la liberté de choix et d'action ; ainsi que les perceptions et les attentes de chacun vis-à-vis de celles-ci (**voir Note technique B**). Les composantes individuelles du bien-être affectées par les pertes et les gains en biodiversité doivent être mesurées séparément plutôt que regroupées dans un seul chiffre. On peut utiliser une autre mesure si elle est justifiée suite à la consultation des personnes affectées. Des indicateurs économiques simples, tels que le revenu, ne suffisent pas pour mesurer les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité. Les pertes de biodiversité peuvent avoir un impact considérable sur le bien-être futur des personnes sans qu'elles n'en soient forcément au courant, par exemple dans le cas d'un habitat naturel fournissant des services de régulation des inondations. Il faudrait également inclure ces impacts potentiels.

2. Echelle spatiale

L'échelle spatiale pour évaluer les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité est la zone englobant toutes les personnes significativement affectées par les pertes et les gains en biodiversité résultant d'un projet de développement et des mesures liées à l'atteinte de l'APN/GN. C'est ce que l'on appelle souvent « l'aire d'influence » du projet. Lorsque l'atténuation comprend des compensations au titre de la biodiversité, l'aire d'influence peut être discontinue.

3. Echelle temporelle

Les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité sont maintenus en permanence pendant toute la durée du projet (y compris son exploitation, sa fermeture et toute mesure corrective ultérieure) et aussi longtemps que dureront les effets du développement et des mesures d'atténuation associées, y compris à perpétuité le cas échéant.

Des mesures d'atténuation transitoires peuvent être nécessaires pendant la réalisation des activités à plus long terme.

4 Scénario de référence

Le(s) scénario(s) de référence approprié(s) permettant d'évaluer les conséquences sociales de l'APN/GN de biodiversité constitue(nt), dans la plupart des cas, une base de référence fixe avant le début du développement (état initial). Il y a exception lorsque le bien-être des personnes

touchées devrait s'améliorer en l'absence de développement. Dans ces cas, le ou les scénarios de référence appropriés sont des scénarios hypothétiques correspondant à l'absence d'activité de développement ou d'APN/GN de biodiversité.

On peut utiliser à la fois des scénarios de référence fixes et dynamiques pour évaluer les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité, en fonction de l'évolution attendue du bien-être des personnes, que le projet de développement ait lieu ou non. La construction de scénarios de référence dynamiques doit intégrer les changements prévus dans le bien-être à partir de sources de données externes, telles que des prévisions sociales et économiques indépendantes, ainsi que des consultations des personnes touchées elles-mêmes. On devrait conserver la possibilité de recalculer les lignes de base dynamiques à mesure que le rôle des différents services écosystémiques dans le bien-être des personnes évolue, en consultation avec les personnes touchées.

5. Additionnalité

Les actions entreprises pour générer des résultats sociaux positifs venant de projets visant l'APN/GN de biodiversité doivent aller au-delà des obligations existantes, de façon démontrable.

En d'autres termes, les actions ne devraient en aucun cas être celles qui auraient eu lieu selon le scénario de référence pertinent, tel que la protection continue d'une réserve naturelle pour des services culturels et de loisirs. Les actions visant à indemniser les personnes peuvent être hors-type, c'est-à-dire liées à des composantes du bien-être différentes de celles affectées par l'APN/GN, tant que le bien-être est au moins aussi bon qu'avant le développement et son APN/GN.

Opérationnel

6. Agrégation de personnes touchées

L'évaluation des résultats en termes de bien-être des mesures visant l'APN/GN de biodiversité doit être entreprise pour des groupes de personnes définis, par ex : ménages, groupes définis par leur genre ou leurs revenus. Toutefois, lorsque les impacts sociaux risquent d'être importants, une évaluation individuelle peut être requise.

Il est peu probable de mesurer et d'évaluer les résultats de bien-être pour chaque individu ; du coup, l'agrégation en groupes devrait être fondée sur des groupes géographiques, socio-économiques et de bien-être appropriés (ex : ménage, âge, sexe,

richesse, moyens de subsistance). Le choix de l'unité d'agrégation doit être indiqué et justifié de manière transparente et les groupes vulnérables devraient faire l'objet d'une attention particulière. Ce principe reconnaît qu'il est peu probable que chaque personne concernée considère que son bien-être est au moins aussi bon à la suite de l'APN/GN et que le choix des groupes à regrouper est essentiel pour garantir l'équité au niveau des résultats sociaux de l'APN/GN. Les groupes agrégés de personnes peuvent se chevaucher, ce qu'il convient de reconnaître afin d'éviter le double comptage.

7. Personnes touchées par des pertes et des gains

Les personnes touchées par les pertes et les gains de biodiversité résultant d'un projet de développement et des mesures visant l'APN/GN de biodiversité associées, devraient bénéficier de la compensation, directement ou indirectement. Ces personnes devraient percevoir la compensation reçue (via de la compensation écologique ou autre) comme étant à la mesure des pertes dont elles sont victimes.

La mise en œuvre de ce principe devrait inclure le respect des directives et normes pertinentes (ex : PS5 de la SFI et principes d'EIS de l'IAIA) afin de respecter la hiérarchie des mesures d'atténuation, de compenser les impacts résiduels et d'optimiser les résultats sociaux positifs. Il convient d'envisager la perte d'accès à des services écosystémiques légitimement utilisés par des personnes (cela peut inclure une utilisation traditionnelle même officiellement sanctionnée). La mise en œuvre de ce principe devrait également inclure le fait que le dire d'expert n'est pas la seule considération prise en compte par les autorités compétentes dans l'octroi de permis environnementaux et sociaux pour un projet de développement. Il faudrait plutôt démontrer que les personnes touchées par l'APN/GN de biodiversité (définies par groupes, principe n°6) considèrent que la compensation est proportionnelle aux pertes qu'elles subissent. Pour une définition des autorités compétentes, voir la Note technique D.

8. Aligner les objectifs

L'APN/GN devrait être atteint pour la biodiversité tout en tenant compte de tout impact social négatif, de sorte que la réalisation de l'un ne soit pas compensée par l'autre.

Les résultats de biodiversité et les résultats sociaux de l'APN/GN doivent être alignés aussi efficacement que possible, et les deux doivent être

atteints. Les synergies doivent être identifiées et incorporées tôt, par ex : en améliorant les zones naturelles pour réaliser à la fois des gains de biodiversité et une fourniture améliorée de services écosystémiques. Le cas échéant, les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité au niveau des personnes touchées devraient contribuer à la réalisation d'objectifs sociétaux plus vastes tels que la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la santé, comme celles prises en compte par les Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

9. Équité

Les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité devraient être équitables au niveau de chaque groupe agrégé de personnes touchées. Ces groupes doivent avoir la perception que les résultats sont équitables.

L'équité est le traitement juste d'individus ou de groupes (**voir Note technique C**). La mise en œuvre de ce principe devrait incorporer les directives et normes pertinentes, telles que les principes de l'IAIA sur l'EIS, selon lesquels l'équité est un élément fondamental de l'évaluation d'impact pour la planification du développement et que les impacts sur les membres les plus démunis de la société doivent être considérés avec grande attention. L'application de ce principe devrait également inclure le fait que l'opinion des experts n'est pas la seule considération prise en compte par les autorités compétentes pour l'octroi de permis environnementaux et sociaux à un projet de développement. Il faudrait plutôt démontrer que les personnes touchées par l'APN/GN de biodiversité (définies par groupes, principe n° 6) considèrent les résultats sociaux de l'APN/GN comme équitables. Pour une définition des autorités compétentes, voir Note technique D.

10. Impacts inacceptables

Éviter les impacts négatifs sur le bien-être des personnes résultant de pertes et de gains en biodiversité jugés inacceptables par les gens eux-mêmes et/ou par une autorité appropriée et compétente. Il n'est pas possible de compenser ces impacts pour obtenir des résultats sociaux durables et équitables à partir de l'APN/GN de biodiversité.

Il se peut que des personnes dépendent de l'accès à la biodiversité pour des raisons culturelles ou de moyens de subsistance et que perdre cet accès leur soit inacceptable. Dans de tels cas, il faut négocier une solution, ce qui peut impliquer le maintien de l'accès, l'évitement de l'impact ou le consentement libre, préalable, éclairé à la perte.

Institutionnel

11. Engagement inclusif et significatif des parties prenantes

Les parties prenantes, incluant les personnes touchées mais sans s'y limiter, devraient être impliquées dès le début du projet et tout au long du processus participatif selon lequel les considérations sociales sont intégrées à l'APN/GN de biodiversité.

Cela inclut la consultation sur la conception de l'APN/GN de biodiversité du projet et sur l'application de la hiérarchie d'atténuation, ainsi que sur des tests de faisabilité de la conception et sur le suivi de sa mise en œuvre.

12. Collaboration entre spécialistes

Les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité doivent être conçus, mis en œuvre et suivis par des spécialistes qualifiés et expérimentés en évaluation de l'impact social, en collaboration avec les experts en biodiversité travaillant sur l'APN/GN.

Les spécialistes sociaux devraient diriger l'intégration des considérations sociales relatives à l'APN/GN de biodiversité dans les mesures mises en œuvre par le biais des composantes sociales d'une analyse d'impact (ex : EIES) et l'alignement sur des questions de développement plus vastes telles que les droits de l'homme.

13. Résolution de conflit

Il faudrait mettre en place un processus juste et transparent de résolution des conflits lorsque les personnes touchées ne sont pas d'accord sur les résultats optimaux pouvant découler de l'APN/GN de biodiversité. Cela inclut des mécanismes permettant d'identifier et de résoudre les griefs, ainsi que la désignation d'une autorité appropriée pour la médiation.

Ce processus peut s'appuyer sur les processus existants de résolution de conflits et de règlement des griefs conçus pour le projet ou, par exemple, via l'EIES ou le Système de gestion environnemental et social associé. Cependant, un mécanisme de résolution des conflits devrait perdurer au-delà de la phase de construction et pendant l'exploitation, sous une forme ou une autre.

14. Suivi

Le suivi des résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité (et vice-versa) devrait être entrepris régulièrement et de manière participative avec les

parties prenantes, afin de démontrer que les résultats sociaux souhaités sont atteints de manière continue tout au long du projet. Ce suivi devrait alimenter la gestion adaptative des mesures pour obtenir les résultats sociaux souhaités lorsque des facteurs externes au projet changent. Les résultats obtenus par les personnes touchées devraient être consignés dans un Plan de Gestion de l'APN/GN de biodiversité (ou équivalent).

Les exigences en matière de suivi doivent être budgétisées au début du projet et pourraient, dans la mesure du possible, être liées à des incitations financières au niveau du projet, comme la retenue du financement du projet jusqu'à la soumission des données de suivi ; ou au niveau individuel, avec des paiements basés sur la performance où les gestionnaires sont payés une fois qu'on peut démontrer l'atteinte de l'APN/GN de biodiversité et les résultats sociaux associés.

15. Validation

Les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité doivent être validés par un expert dûment qualifié et/ou un organisme tiers indépendant.

La validation devrait avoir lieu selon un calendrier similaire à celui du suivi (voir principe 14), faire l'objet d'un rapport dans le cadre d'un Plan de Gestion de l'APN/GN de biodiversité (ou équivalent), incorporer des approches participatives pour les personnes affectées et alimenter la gestion adaptative.

16. Transparence

Il faut maintenir une transparence totale pendant toute la durée du projet (y compris durant les phases d'exploitation, de fermeture et durant toute mesure corrective ultérieure) en ce qui concerne les méthodes de mesure, la conception, la mise en œuvre, le suivi et le rapport à long terme des résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité.

La transparence exige que les informations soient facilement accessibles au public, en temps voulu (c'est-à-dire pas seulement à la fin du projet), et que celles-ci incluent des détails complets sur tous les éléments utilisés pour démontrer que les résultats sociaux souhaités sont atteints.

2.3 2.3 ÉTUDES DE CAS

Toutes les études de cas suivantes sont fictives et ont pour but d'illustrer la façon dont les principes peuvent être appliqués en pratique.

Application des principes : étude de cas en milieu rural d'un pays à faibles revenus

Scénario

Une zone de forêt naturelle a été défrichée pour la construction d'un projet minier à ciel ouvert. Conformément à l'application de la hiérarchie d'atténuation des impacts sur la biodiversité, (i) la conception du développement a été modifiée pour éviter autant que possible la perte d'habitat forestier, (ii) des règles strictes ont été mises en place pour interdire aux camions de la compagnie d'exploitation minière de transporter de la viande de brousse afin **de réduire** les impacts sur la faune, et (iii) les zones abandonnées après extraction ont été replantées (**restauration**). Néanmoins, une petite zone de forêt restera défrichée à la suite du développement des mines. Pour **compenser** la perte de cette zone de forêt et compléter la stratégie d'APN/GN de biodiversité, le développeur a proposé de supprimer les arbres exotiques envahissants dans les zones tampons d'une réserve forestière voisine, d'y replanter des arbres indigènes afin de stimuler l'expansion de l'habitat forestier et de protéger la zone de forêt nouvellement agrandie jusqu'à ce que les arbres indigènes aient repoussé. Cette proposition reposait sur une approche participative visant à identifier les activités potentielles avec les parties prenantes locales.

Impacts sociaux identifiés

Nous aborderons ici deux des problèmes sociaux identifiés par les investigations d'état initial. Cette recherche a utilisé des méthodes participatives pour identifier les groupes affectés et comprendre les principales composantes de leur bien-être potentiellement impactées par la création de la zone de compensation du projet de développement. Tout d'abord, la zone de compensation pour la biodiversité limitera l'accès à la zone tampon forestière précédemment utilisée, légalement, par la population locale à des fins de chasse de loisir. Deuxièmement, les arbres importés dans la zone tampon sont récoltés pour le bois de chauffe et constituent une ressource précieuse. Ils sont à cette fin privilégiés face aux arbres indigènes. Les groupes sociaux pertinents identifiés comme étant significativement impactés par la zone de compensation du projet de développement étaient les suivants : les chasseurs (dans ce cas, il s'agit généralement d'hommes relativement aisés) et ceux qui ramassent et utilisent du bois de chauffe (qui sont généralement des femmes résidant localement).

Conceptuellement

Les impacts du projet d'infrastructure et des activités dans la zone tampon forestière seraient inclus dans le cadrage de l'étude (principes n°2, n°3). Les deux groupes sociaux identifiés ne devraient pas être plus mal lotis en termes de bien-être (n°1) et les activités de compensation devraient commencer avant ou en même temps que la construction du projet d'infrastructure (n°3, n°4).

Pratiquement

Dans le but d'évaluer les résultats sociaux de la compensation et du développement combinés, les personnes affectées pourraient être regroupées en

chasseurs aisés et femmes locales (n°6). Après consultation, un plan faisant consensus visant à minimiser les impacts sociaux impliquait de : (1) travailler avec les chasseurs pour délivrer des droits de propriété (actuellement détenus par la société minière) sur une autre zone de forêt où ils souhaitent chasser, ainsi que la mise au point d'un plan de gestion durable communautaire et approuvé pour la zone (n°10, n°11) ; (2) laisser une quantité suffisante d'arbres importés dans certaines parties de la zone tampon pendant une période transitoire, tout en travaillant avec des collecteurs de bois de chauffe pour développer des parcelles de sylviculture plus proches de chez eux et fournir des fours plus économes en combustible permettant de réduire les besoins en bois de chauffe (n°7, n°8). Une question à prendre en considération serait le temps nécessaire pour que les arbres plantés arrivent à maturité, et comment cela serait pris en compte dans l'agenda du projet (n°3).

Institutionnellement

Les rapports annuels sur les progrès accomplis dans l'élimination des arbres exotiques et la restauration des zones tampons forestières pourraient être publiés ouvertement, en ligne et par le biais d'un registre national officiel (n°14, n°16). Un bonus financier pourrait être instauré pour inciter le responsable du projet d'infrastructure à remettre un rapport systématique, établi selon des normes adéquates, pour une période minimale de dix ans (n°14). Un organisme international de certification ou un institut de recherche pourrait être invité à fournir une validation indépendante des perceptions de la communauté sur les impacts du projet sur leur bien-être, ainsi que sur les progrès accomplis dans la restauration de la zone tampon forestière et sur la fourniture de bois de chauffe alternatif et de foyers améliorés (n°15).

Application des principes : étude de cas en milieu rural dans un pays industrialisé

Scénario

Un oléoduc souterrain est en cours de modernisation pour en augmenter la capacité. Le pipeline traverse un Parc national et sa modernisation impliquera des travaux d'excavation et de construction temporaires. Conformément à l'application de la hiérarchie d'atténuation des impacts sur la biodiversité, (i) la modernisation du pipeline a été conçue pour **éviter** autant que possible les activités dans le parc, (ii) la construction a eu lieu en hiver, lorsque les composantes les plus vulnérables de la biodiversité sont absentes ou non actives sur le site afin de **minimiser** les nuisances pour la faune, et (iii) l'emprise du chantier a été **restaurée** par la replantation de végétation indigène. Pour **compenser** la coupe temporaire d'habitat de prairies, le promoteur a proposé d'appliquer des mesures équivalentes de restauration de cet habitat ailleurs dans le parc. Ces propositions reposaient sur une approche participative visant à identifier les activités potentielles avec les parties prenantes locales.

Impacts sociaux identifiés

Malgré les mesures d'atténuation proposées, les résidents du Parc et les agents de protection de la nature travaillant dans le Parc estiment que la modernisation du pipeline a pour conséquences de (i) réduire considérablement l'attrait de la zone (évaluation subjective), et (ii) présenter un risque de déversements d'hydrocarbures plus graves dans des parties écologiquement sensibles du Parc.

Conceptuellement

Bien que les impacts directs du projet de pipeline aient été compensés, il existe un impact résiduel sur le bien-être perçu (Principe n°1) des personnes vivant à proximité du parc et travaillant dans celui-ci (n°2), qui est associé aux résultats de la stratégie d'APN/GN de biodiversité du projet. De plus, ces personnes touchées considèrent que le projet a considérablement augmenté la probabilité de pollution par déversements de pétrole au cours des prochaines décennies (n°3), que ce soit le cas ou pas (n°4).

Pratiquement

Les personnes touchées pourraient dans ce cas être regroupées en résidents, ONG locales et employés du parc (n°6). Bien que les synergies dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation doivent être maximisées (n°8), dans ce cas, des mesures supplémentaires pourraient être nécessaires pour satisfaire ces trois groupes. Par exemple, le promoteur, en consultation avec les ONG locales et afin de dissiper les inquiétudes quant à l'impact de déversements, pourrait mettre en œuvre des mesures supplémentaires de restauration de zones humides pour les parties écologiquement appauvries du Parc, afin d'accroître la connectivité aquatique pour les espèces de poissons indigènes et d'accroître la résilience de l'écosystème aux chocs futurs. Notez

qu'il s'agirait d'une compensation bénéficiant à un autre type de milieu que celui qui est directement impacté par le projet ("out-of-kind" en anglais), ce que nous considérons comme acceptable dans le cadre des principes de bonnes pratiques. Au sein des groupes agrégés, il se peut que certaines personnes considèrent encore l'approche inacceptable (n°10), mais l'engagement des parties prenantes doit être correctement mis en œuvre afin d'établir ce qui est considéré comme acceptable pour chaque groupe agrégé dans son ensemble. Notez que le processus précis permettant de déterminer un accord sur ce qui est « acceptable pour un groupe agrégé » devrait être spécifique au contexte (par ex : en utilisant la règle de la majorité, ou un arbitre indépendant), mais il est essentiel d'être ouvert et transparent en tout temps. En outre, la nécessité d'une autorité indépendante et compétente pour déterminer quels impacts devraient être considérés comme acceptables ou non, sur la base de consultations, devrait être claire (n°10).

Institutionnellement

Les rapports annuels sur les progrès des mesures de restauration des prairies et des zones humides pourraient être publiés ouvertement, en ligne et via le site internet du promoteur (n°14, n°16). Un groupe d'universitaires pourrait être invité à fournir une validation indépendante des perceptions régionales des résultats du projet et des mesures d'atténuation associées après une décennie d'activité (n°15).

ENCADRÉ 6

Application des principes : étude de cas urbaine dans un pays industrialisé

Scénario

Une gare ferroviaire est en cours d'agrandissement afin d'accroître les liaisons ferroviaires entre les grandes villes. La gare est située dans un centre-ville et son expansion détruira un parc public. Cette perte est considérée comme **inévitable** car sinon, il faudrait démolir des entreprises, résidences et magasins. Le parc a une valeur de biodiversité **limitée**, contenant des pelouses bordées d'arbres utilisées occasionnellement par les oiseaux pour nidifier. Afin d'atténuer la perte d'habitat pour la nidification par les oiseaux, l'agence d'urbanisme demande au concepteur d'inclure des possibilités de nidification dans la conception de la gare, d'une manière compatible avec les exigences opérationnelles ou de sécurité.

L'agence exige également que la perte de la biodiversité du parc soit **compensée** par des améliorations mesurables d'habitats similaires dans d'autres parcs publics. Il n'y a pas d'autres parcs à proximité, donc la zone de compensation est située dans un parc à 5 km de la gare. Compte tenu de la valeur limitée de la biodiversité du parc, l'autorité nationale consentante accepte l'évaluation du concepteur selon laquelle l'atténuation des impacts sur la nidification des oiseaux, associée aux mesures compensatoires, permettra d'atteindre un objectif d'APN de biodiversité.

Impacts sociaux

Bien que la conception soit réfléchie pour atteindre l'APN, elle entraîne une perte nette d'espaces verts, car la perte de biodiversité a été compensée par l'amélioration d'un habitat déjà existant. Cela affecte l'objectif des élus locaux d'augmenter la surface d'espaces verts dans la ville pour la faune et les humains. De plus, les personnes bénéficiant de la zone de compensation pour la biodiversité ne sont pas les mêmes que celles qui perdent « leur parc ». En reconnaissance de ces impacts sociaux, l'agence d'urbanisme demande au concepteur de traiter les impacts sociaux en utilisant les principes de bonnes pratiques.

Aborder les impacts sociaux

Afin de remédier à la perte de d'espaces verts dans

la ville, l'agence d'urbanisme finance la conversion de zones industrielles désaffectées situées aux abords de la ville en nouveaux parcs publics. Pour comprendre les impacts sur les personnes utilisant le parc qui sera détruit pour l'agrandissement de la gare, les spécialistes environnementaux et sociaux du concepteur (n°12) évaluent et mesurent le bien-être des personnes associées au parc (n°1). Ils constatent que le parc est bien utilisé et aimé par différents groupes (n°6) : des employés de bureau y rencontrent leurs collègues pour le déjeuner ; des résidents utilisent le parc pour les loisirs, y compris l'aire de jeux pour enfants ; l'école y mène des activités éducatives ; un groupe de coureurs inclut le parc dans ses circuits ; et un groupe de bénévoles a formé une association pour entretenir le parc, ce qui constitue une interaction sociale précieuse pour eux. L'équipe évalue ensuite ce qui

se produirait si l'agrandissement de la station ne se produisait pas, à l'aide de plans et de prévisions de développement locaux concernant la croissance économique et la densité de population (n°4). Cette étude montre que le parc ne subira pas de développement, mais que la densité de logements autour de celui-ci va augmenter. Bien que cela augmente probablement l'utilisation du parc (et nécessite des ressources supplémentaires pour son entretien), l'effet positif du parc sur le bien-être des personnes ne devrait pas diminuer. L'équipe collabore donc avec des ingénieurs et des entrepreneurs, ainsi que des personnes directement touchées par la perte du parc (n°11), afin d'élaborer des mesures de compensation dépassant les obligations existantes (n°5) :

- **Conception de l'agrandissement de la gare :** Modification de la conception du projet afin de conserver de l'espace pour les petites zones herbeuses bordées d'arbres destinées au public ; augmentation substantielle des infrastructures vertes, notamment des murs végétaux, des arbres et des bordures avec des fleurs sauvages le long des sentiers publics.

- **Avant le début des travaux de construction :** Extension de l'emprise du projet afin de convertir des magasins et des bureaux désaffectés en un nouvel espace communautaire doté d'une aire de jeux pour enfants ; amélioration des itinéraires existants pour les coureurs au sein de la localité grâce à des mesures de sécurité, à la signalisation et à la plantation d'arbres en ville ; création d'un jardin faunique pour l'école sur son

terrain ; mise en place de parterres de fleurs et plantation d'arbres dans les rues des zones résidentielles voisines.

- **Pendant les travaux de construction :** Présentation aux élèves de la conception et de la construction de l'agrandissement de la gare, soutien aux activités STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et offre de stages aux élèves plus âgés. Pour les résidents à proximité – offrir une expérience de travail et d'apprentissage. Sur le site – utiliser des murs végétaux temporaires pour fermer les zones de construction au public.

- **Après la construction, pendant l'exploitation :** Installation de panneaux pédagogiques sur l'infrastructure verte de la gare ; financement d'équipements pour que le groupe de bénévoles du parc participe à l'entretien des infrastructures vertes.

Les personnes touchées par la disparition du parc ont été impliquées tout au long du processus de conception et ont estimé que la variété et – et c'est plus important encore – la mise en œuvre précoce de mesures de compensation, étaient suffisantes.

2.4 ALIGNER L'APN/GN DE BIODIVERSITÉ SUR LES RÉSULTATS SOCIAUX

Atteindre l'APN/GN de biodiversité pose des défis bien connus⁸. Certains d'entre eux sont pertinents lors de l'application des principes de bonne pratique sociale énoncés dans ce document. Cependant, il existe des différences, dont celles illustrées dans le Tableau 1.

Il y a une différence importante dans le concept de compensation « de nature différente » (out-of-kind en anglais) et de ce qui devrait être considéré comme un « échange » en termes sociaux. Une compensation « de nature différente » est parfois acceptable pour l'APN/GN de biodiversité, par exemple lorsque les pertes subies par un habitat commun et non menacé sont compensées par des gains dans des habitats prioritaires pour la conservation. Cependant, la compensation doit toujours être liée à la biodiversité.

Pour les personnes, les gains sociaux perçus à titre de compensation pourraient concerner des éléments de la diversité biologique différents (« de nature différente ») et plus précieux que ceux qui ont été perdus. Ils pourraient également être liés à différentes composantes du bien-être non liées à la biodiversité, par ex : les groupes concernés pourraient préférer des investissements dans leur école locale ou dans de petites entreprises. **Dans les deux cas, une compensation « de nature différente » pour les personnes ne devrait être envisagée que lorsque les personnes touchées par la perte considèrent que leur bien-être reste au moins aussi bon que si le projet de développement et les mesures mises en œuvre pour atteindre l'APN/GN de biodiversité n'avaient pas eu lieu, et que l'objectif de l'APN/GN de biodiversité est toujours atteint.**

TABEAU 1

Principaux défis associés à la réalisation de l'APN/GN de biodiversité et mise en parallèle avec les défis sociaux de l'APN/GN de biodiversité.

FACTEUR	APN/GN DE BIODIVERSITÉ	RÉSULTATS SOCIAUX DE L'APN/GN DE BIODIVERSITÉ
Mesure	Choisir parmi une large gamme de métriques possibles pour générer des valeurs de substitution pour le changement de valeur de biodiversité d'un lieu avant et après le développement et les activités associées dans la hiérarchie d'atténuation.	Mesurer le bien-être lié à la biodiversité. Cela nécessite la comptabilisation de composantes à la fois subjectives et objectives (Note technique B). Les indicateurs simples et standards tels que le revenu du ménage ne sont pas suffisants mais doivent être intégrés.
Scénario de référence	Évaluer par rapport à un scénario de référence défendable. Il peut s'agir d'un scénario de référence dynamique (ex : « pas de développement et pas de zone de compensation »), mais dans la pratique, il s'agit très souvent d'un état initial fixe (un scénario de référence statique).	Évaluer par rapport à un état initial fixe, dans la plupart des cas, à moins que le bien-être des personnes affectées ne s'améliore sans le développement. Dans ce dernier cas, le bien-être des personnes touchées devrait s'améliorer au même rythme que s'il n'y avait pas de développement.
Équivalence	Dans certains cas, des mesures compensatoires « de nature différente » peuvent être appropriées à condition qu'elles portent sur un habitat de plus forte « valeur » pour la conservation.	La nature de la compensation peut différer de celle des pertes tant que les groupes affectés considèrent que leur bien-être est au moins aussi bon que si le projet de développement et les activités liées à l'APN/GN de biodiversité n'avaient pas eu lieu (et que le l'objectif d'APN/GN pour la biodiversité est toujours atteint).
Longévité	L'APN doit être réalisé au moins aussi longtemps que perdurent les impacts du développement sur lesquels portent les mesures d'atténuation et de compensation.	La composante du bien-être associée à l'APN/GN de biodiversité doit être maintenue (ou améliorée) au moins aussi longtemps que les impacts associés au développement sur lesquels portent les mesures d'atténuation et de compensation perdurent.
Temps de latence	Les temps de latence entre les impacts sur la biodiversité et la mise en place de mesures de compensation devraient être limités autant que possible, les activités de l'APN/GN étant mises en œuvre avant la perte de biodiversité due au développement. Des solutions techniques permettant de remédier aux décalages temporels (par ex. via des coefficients multiplicateurs) sont disponibles, mais pas toujours appropriées.	Étant donné que les perceptions du bien-être ne sont pas fixes dans le temps, les attentes doivent être gérées de manière à ne pas nuire au bien-être des personnes touchées pendant la durée du projet. Autrement dit, il faudrait éviter les décalages temporels, qui pourraient nécessiter des activités de transition pour surmonter les décalages temporels à court terme pendant la réalisation des activités à plus long terme.
Incertitude	Prendre en compte des incertitudes pertinentes, par exemple sur la mesure des pertes et des gains de biodiversité, les résultats de la restauration écologique et les échelles de temps associées.	Prendre en compte des incertitudes pertinentes, par exemple dans les évaluations subjectives du bien-être personnel, la quantification des composantes relationnelles du bien-être.
Réversibilité	Les pertes de biodiversité doivent en principe être réversibles (par ex : grâce à la restauration).	Les pertes sociales devraient en principe être réversibles (par ex. : en rétablissant la fourniture de services écosystémiques).
Seuils	Certains impacts sur la biodiversité ne peuvent pas être compensés pour atteindre l'APN/GN. L'extinction d'espèces est un exemple extrême d'impact incompensable	Certains impacts sociaux ne peuvent pas être compensés pour obtenir des résultats sociaux durables et équitables de l'APN/GN de biodiversité (par ex. : perte de sites culturels irremplaçables, perte de systèmes naturels nécessaires à la survie).
Additionnalité	Les mesures liées à l'objectif d'APN/GN de biodiversité, conçues pour générer des gains de biodiversité, aboutissent à des résultats de conservation qui n'auraient pas été atteints autrement.	Les mesures visant à améliorer le bien-être afin de compenser les pertes de bien-être associées à l'APN/GN de biodiversité devraient pouvoir démontrer qu'elles apportent une plus-value par rapport aux obligations et plans existants.

3 PROCHAINES ÉTAPES

Ce document vise à encourager le travail conjoint sur les projets avec un objectif d'APN/GN de biodiversité entre spécialistes de la biodiversité et spécialistes sociaux, tout au long du projet de développement, depuis le cadrage et l'étude de faisabilité jusqu'à la conception, la construction, l'exploitation, le démantèlement et le suivi post-développement.

Les principes de bonnes pratiques reflètent les orientations politiques, l'expérience des praticiens et la littérature scientifique sur la production de résultats sociaux durables et équitables à partir de l'APN/GN de biodiversité. Ils donnent à toutes les parties impliquées dans l'APN/GN de biodiversité un cadre à suivre au niveau du projet.

Les principes sont généraux de sorte qu'ils s'appliquent à des industries très diverses au niveau international. Pour s'appuyer sur ces principes, les travaux futurs devraient entre autres :

- Passer en revue l'application pratique des principes pour qu'ils puissent être affinés et mis à jour ;
- Produire des conseils aux praticiens pour des secteurs industriels et des pays spécifiques ;
- Compiler des études de cas afin de partager les leçons tirées ;
- Examiner la manière dont il faudrait tenir compte des impacts cumulatifs de nombreux projets de développement au sein d'un même paysage.

Il est également nécessaire d'intégrer les considérations sociales de l'APN/GN de biodiversité au niveau politique en particulier pour expliciter les aspects sociaux et culturels de la biodiversité, de manière à ce qu'ils soient pris en compte dans le processus décisionnel.

Bien que ces principes soient le résultat de consultations approfondies, ils doivent être testés dans la pratique et devront probablement être encore affinés sur la base des retours d'expérience.

Les auteurs encouragent fortement les commentaires. Veuillez nous contacter si vous souhaitez participer à une application pilote officielle des principes dans votre projet.

Les principes de bonnes pratiques reflètent les orientations politiques, l'expérience des praticiens et la littérature scientifique sur la production de résultats sociaux durables et équitables à partir de l'APN/GN de biodiversité.

GLOSSAIRE

A

Absence de Perte Nette (APN)

Un objectif pour un projet de développement dans lequel les impacts sur la biodiversité causés par le projet sont contrebalancés par des mesures prises pour éviter et minimiser les impacts du projet, pour restaurer sur place et enfin pour compenser les impacts résiduels, de manière à ce qu'il ne subsiste aucune perte de biodiversité. L'Absence de perte nette, APN (ou le Gain Net - GN) de biodiversité est un objectif de politique publique dans plusieurs pays, mais également l'objectif des compensations volontaires au titre de la biodiversité.

Aire d'influence

Le territoire à proximité du projet, contenant des personnes susceptibles d'être affectées de manière significative par les activités du projet. Cette aire inclut le projet lui-même, les développements non planifiés mais prévisibles causés par le projet, ainsi que d'autres développements qui n'auraient pas été construits ou développés si le projet n'existait pas et sans lesquels le projet ne serait pas viable.

Atténuation

Voir la hiérarchie d'atténuation, ci-dessous.

Autorité compétente

En termes d'études d'impact social ou environnemental, toute personne ou organisation ayant l'autorité, la capacité ou le pouvoir légalement délégué ou investi d'octroyer une autorisation environnementale pour la réalisation d'un projet de développement (voir [Note technique D](#) pour plus de détails).

B

Bien-être

Un état physique, social et mental positif (voir [Note technique B](#) pour plus de détails).

Biodiversité

La variabilité entre les organismes vivants de toutes origines, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres

écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela inclut la diversité au sein des espèces, entre les espèces et des écosystèmes (Convention sur la Diversité Biologique).

Bonne pratique

Pratique considérée comme appropriée et attendue, c'est-à-dire conventionnelle plutôt que de pointe. Par contraste, les « meilleures pratiques » peuvent être définies comme des pratiques phares, qu'il est bon de défendre, mais auxquelles on ne peut pas s'attendre dans toutes les circonstances.

C

Compensation

Afin de faire la distinction entre la « compensation » au sens large et la « compensation écologique » ou « au titre de la biodiversité » (voir ci-dessous), la compensation implique ici une contrepartie pour une perte ou des dommages causés à la biodiversité et aux services associés. Mais la compensation peut ne pas être totale (c'est-à-dire ne pas atteindre l'objectif « d'absence de perte nette » ou APN) et peut être financière (ce qui doit généralement être évité dans le cadre d'une compensation au titre de la biodiversité).

Compensation écologique

Interventions de conservation qui (1) apportent une substitution ou un remplacement aux impacts négatifs inévitables de l'activité humaine sur la biodiversité, (2) conçues et dimensionnées à partir de la mesure et de la comparaison des pertes et des gains de biodiversité, et (3) permettent donc au projet dans son ensemble de réaliser de manière démontrable, au minimum, une absence de perte nette de biodiversité.

D

Projet de développement

Le processus de conversion des terres ou des eaux à un nouvel objectif, en construisant des infrastructures ou en utilisant les ressources

naturelles qu'ils contiennent. Etant donné que les activités ont des dates de début et de fin, le terme « projet » est utilisé.

E

Équité

Traitement juste ou équitable d'individus ou de groupes (voir Note technique C pour plus de détails).

Etat initial

Les conditions qui existeraient en l'absence du projet proposé, au moment où le projet serait construit, exploité ou démantelé.

Etude d'Impact Environnemental et Social

Un processus formel utilisé pour prédire les conséquences environnementales et sociales probables (positives ou négatives) d'un plan, d'une politique ou d'un projet, généralement entrepris dans le cadre d'une procédure d'autorisation environnementale réglementaire.

G

Gain Net (GN), également appelé Impact Positif Net (IPN)

Un objectif pour un projet de développement dans lequel les impacts sur la biodiversité causés par le projet sont contrebalancés et dépassés par les mesures prises pour éviter et minimiser les impacts du projet, pour restaurer sur site et finalement pour compenser les impacts résiduels, de sorte qu'aucune perte de biodiversité ne subsiste.

H

Hiérarchie d'atténuation

Éviter, réduire, restaurer, compenser. Les impacts prévus sur la biodiversité dans des projets soumis à une exigence d'Absence de Perte Nette (APN) doivent d'abord être évités lors de leur conception, puis minimisés dans la mise en œuvre, puis les terrains impactés temporairement doivent être réhabilités ou restaurés, dans la mesure du possible, et enfin, tous les impacts résiduels doivent être compensés par des mesures de compensation écologique.

P

Personnes affectées

Personnes qui habitent à proximité, entendront, verront, sentiront ou ressentiront le projet proposé, sont forcées de déménager volontairement ou involontairement, ont un intérêt dans le projet ou les changements de politique (qu'elles vivent ou non dans des aires d'influence primaires ou secondaires), sont intéressées par les ressources potentiellement impactées, pourraient normalement utiliser les terres touchées, pourraient être affectées par l'afflux de résidents saisonniers, temporaires ou permanents associés au projet.

S

Service écosystémique

La contribution des écosystèmes au bien-être humain. Ils sont perçus comme résultant de l'interaction des processus biotiques et abiotiques et font spécifiquement référence aux bienfaits ou produits « finaux » issus des systèmes écologiques. C'est-à-dire, les choses directement consommées ou utilisées par les populations. Suivant l'utilisation courante, la classification reconnaît que ces produits sont des services d'approvisionnement, de régulation et culturels, mais ne couvrent pas les services dits de « soutien » définis à l'origine dans l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire.

Impact significatif

Dans le contexte des études d'impact environnemental et social, les impacts significatifs sont des impacts inacceptables dans le contexte environnemental et social d'un projet de développement. Les évaluations de significativité doivent définir des critères clairs et non ambigus pour déterminer si un impact est significatif. Ces critères devraient être fondés à la fois sur les caractéristiques physiques (par ex : durée, fréquence d'un impact) et sur les caractéristiques propres au contexte (par ex : valeurs écologiques et sociales de la caractéristique environnementale affectée).

REFERENCES

DANS LE TEXTE

- ¹ IUCN (International Union for Conservation of Nature). 2016. IUCN policy on biodiversity offsets (Available at: <https://www.iucn.org/theme/business-and-biodiversity/our-work/business-approaches-and-tools/biodiversity-offsets>).
- ² BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme). 2012. Standard on biodiversity offsets. BBOP, Washington, DC, USA.
- ³ BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme). 2009. Biodiversity Offset Cost-Benefit Handbook. BBOP, Washington, DC, USA.
- ⁴ Global Inventory of Biodiversity Offset Policies (GIBOP) (Available at: <https://portals.iucn.org/offsetpolicy/>).
- ⁵ Bidaud C., K. Schreckenberg, and J.P.G. Jones 2018. The local costs of biodiversity offsets: Comparing standards, policy and practice. *Land Use Policy* 77:43-50.
- ⁶ WRI (World Resources Institute). 2013. Weaving ecosystem services into impact assessment. A step-by-step-method version 1.0. Washington, DC, USA.
- ⁷ Maron, M., S. Brownlie, J.W. Bull, M.C. Evans, A. von Hase, F. Quétier, J.E.M. Watson, and A. Gordon. 2018. The many meanings of no net loss in environmental policy. *Nature Sustainability* 1(1):19.
- ⁸ Bull J.W., K.B. Suttle, A. Gordon, N.J. Singh, and E.J. Milner-Gulland. 2013. Biodiversity offsets in theory and practice. *Oryx* 47:369-380.

POUR LA FIGURE 2

- BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme). 2009. Biodiversity Offset Cost-Benefit Handbook. BBOP, Washington, DC, USA.
- BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme). 2012. Guidance Notes to the Standard on Biodiversity Offsets. BBOP, Washington, DC, USA.
- BBOP (Business and Biodiversity Offsets Programme). 2012. Standard on biodiversity offsets. BBOP, Washington, DC, USA.
- Bidaud, C., K. Schreckenberg, M. Rabeharison, P. Ranjatson, J. Gibbons, and J.P.G. Jones. 2016. The sweet and the bitter: intertwined positive and negative social impacts of a biodiversity offset. *Conservation and Society* 15:1-13.
- Bidaud, C., K. Schreckenberg, and J.P.G. Jones. 2018. The local costs of biodiversity offsets: Comparing standards, policy and practice. *Land Use Policy* 77:43-50.
- Bull, J. W., K. B. Suttle, A. Gordon, N. J. Singh, and E. J. Milner-Gulland. 2013. Biodiversity offsets in theory and practice. *Oryx* 47:369-380.
- Cambridge Conservation Initiative. 2015. Strengthening implementation of the mitigation hierarchy: Managing biodiversity risk for conservation gains. A Cambridge Conservation Initiative –Collaborative Fund Project Report compiled by: BirdLife International, UNEP-WCMC, RSPB, FFI and the University of Cambridge, UK.
- CCBA (Richards M., and S. N. Panfil). 2011. Social and Biodiversity Impact Assessment (SBIA) Manual for REDD+ Projects. Climate, Community & Biodiversity Alliance, Forest Trends, Fauna & Flora International, and Rainforest Alliance. Washington, DC, USA.
- The Cross Sectoral Biodiversity Initiative. 2015. A cross-sector guide for implementing the Mitigation Hierarchy. Prepared by The Biodiversity Consultancy, Cambridge, UK.
- Griffiths, V.F., J.W. Bull, J. Baker and E.J. Milner-Gulland. 2018. No net loss for people and biodiversity. *Conservation Biology* 0: 1-12.
- IFC (International Finance Corporation). 2012. Performance Standards and Guidance Notes. IFC, Washington, DC, USA.
- IUCN (International Union for Conservation of Nature). 2016. IUCN policy on biodiversity offsets (Available at: <https://www.iucn.org/theme/business-and-biodiversity/our-work/business-approaches-and-tools/biodiversity-offsets>).
- Jacob, C., A. C. Vaissiere, A. Bas, and C. Calvet. 2016. Investigating the inclusion of ecosystem services in biodiversity offsetting. *Ecosystem Services* 21:92-102.
- Maron, M., S. Brownlie, J. W. Bull, M. C. Evans, A. von Hase, F. Quétier, J. E. Watson, and A. Gordon. 2018. The many meanings of no net loss in environmental policy. *Nature Sustainability* 1:19.
- McKenney, B. and J. Wilkinson. 2015. Achieving conservation and development: 10 principles for applying the mitigation hierarchy. The Nature Conservancy, USA.
- Pilgrim, J. D., and J. M. M. Ekstrom. 2014. Technical conditions for positive outcomes from biodiversity offsets. An input paper for the IUCN Technical Study Group on Biodiversity Offsets. Gland, Switzerland.
- Sonter, L. J., J. Gourevitch, I. Koh, C. C. Nicholson, L. L. Richardson, A. J. Schwartz, N. K. Singh, K. B. Watson, M. Maron, and T. H. Ricketts. 2018. Biodiversity offsets may miss opportunities to mitigate impacts on ecosystem services. *Frontiers in Ecology and the Environment* 16:143-148.
- Vanclay, F. 2003. International principles for social impact assessment. *Impact assessment and project appraisal* 21:5-12.
- Woodhouse, E., E. de Lange, and E. J. Milner-Gulland. 2016. Evaluating the impacts of conservation interventions on human wellbeing. Guidance for practitioners. International Institute for Environment and Development (IIED), London, UK.
- World Bank (Ledec G.C. and S.D.R. Johnson). 2016. Biodiversity offsets: a user guide (English). World Bank Group, Washington, DC, USA.
- WRI (World Resources Institute). 2013. Weaving ecosystem services into impact assessment. A step-by-step-method version 1.0. Washington, DC, USA.

NOTES TECHNIQUES

NOTE TECHNIQUE A :

Foire aux questions

Cette note fournit de brèves réponses aux questions les plus fréquemment posées en réaction à ce document et donne des références permettant aux lecteurs de trouver plus d'informations.

Pourquoi prendre en compte les populations lorsque l'on vise l'absence de perte nette (APN) ou le gain net (GN) de biodiversité ?

Il y a deux raisons principales :

Premièrement, les gens utilisent, dépendent et valorisent la biodiversité. Ainsi, les pertes et les gains en biodiversité résultant de projets de développement peuvent facilement affecter les populations. Ex : les gens peuvent perdre une réserve naturelle où ils aiment observer les oiseaux ou avoir accès à une forêt où ils collectent du bois de chauffe, des médicaments et d'autres ressources de subsistance dont ils dépendent. Si ces impacts sociaux ne sont pas pris en compte, les projets de développement peuvent avoir des conséquences dévastatrices pour les personnes vivant à proximité du site de développement et pour toute compensation de biodiversité.

Deuxièmement, rechercher l'APN/GN de biodiversité peut générer des avantages substantiels pour les populations et l'économie d'un pays, tels qu'une amélioration de la qualité de l'air, une pollinisation accrue et une meilleure prévention des inondations. Donc, ne pas considérer les gens est une opportunité manquée. Le chapitre 1.3 décrit les divers impacts sociaux de l'APN/GN de biodiversité, ainsi que les termes décrivant la relation des personnes avec la nature.

Ces impacts sociaux ne sont-ils pas déjà couverts par les Etudes d'impact Environnemental et Social ?

Pas toujours. Les évaluations sociales et de la biodiversité d'une EIES sont souvent entreprises de manière isolée et passent à côté des impacts sociaux des activités associées visant la biodiversité, y compris ses mesures d'APN/GN. Ce document aide à combler ce fossé et, ce faisant, à rendre les EIES plus efficaces, et à générer des résultats réellement durables et bénéfiques pour la biodiversité et les populations. Le chapitre 1.5 illustre les directives écologiques et sociales existantes, ainsi que les lacunes qui s'y rattachent et que ce document cherche à combler.

Les gens l'emportent-ils sur la biodiversité ?

Non. Il s'agit de parvenir à l'APN/GN de biodiversité, tout en veillant à ce que les personnes touchées par les mesures liées à l'APN/GN ne soient pas plus mal loties, ou soient de préférence mieux loties en termes de bien-être. On peut y arriver en alignant les objectifs concernant les personnes et la biodiversité. En pratique, cela passe par la recherche de solutions gagnant-

gagnant, par exemple en s'assurant que les personnes peuvent profiter d'une nouvelle réserve naturelle sans que cela ne compromette l'objectif de visé en matière de biodiversité. Cela signifie aussi reconnaître où un ensemble de mesures de compensation est nécessaire pour la biodiversité et un autre pour les populations. Prenons l'exemple d'un projet de développement qui cherche à atteindre l'APN de biodiversité en supprimant les arbres non indigènes d'une réserve naturelle. Les personnes vivant à proximité utilisaient des arbres non indigènes pour le bois de chauffe et les matériaux de construction et les préféreraient aux arbres indigènes à cette fin. Une plantation d'arbres non indigènes est créée spécifiquement pour eux, en plus des mesures d'APN relatives à la biodiversité. Le Principe 8 décrit les bonnes pratiques pour aligner les objectifs sociaux et les objectifs en matière de biodiversité, en veillant à ce que tout compromis entre les deux soit reconnu et pris en compte.

Ce document contient les principes de bonnes pratiques sociales en matière d'APN/GN de biodiversité ; pour qui sont ces principes ?

Toute personne impliquée dans des projets de développement visant l'APN/GN de biodiversité, par exemple :

- Les gouvernements, les institutions financières, les commanditaires et les maître d'ouvrage peuvent stipuler le respect des principes pour leurs projets.
- Les autorités consentantes et les auditeurs peuvent utiliser les principes pour vérifier que les bonnes pratiques ont été appliquées tout au long de la durée de vie d'un projet de développement.
- Les consultants qui préparent les EIES peuvent utiliser les principes comme un cadre à suivre et pour démontrer que les bonnes pratiques ont été appliquées lors de la conception du projet.
- Les entreprises de travaux et les exploitants peuvent utiliser les principes pour démontrer le respect des bonnes pratiques pendant la construction et l'exploitation.

Bien que les principes concernent les acteurs de projets de développement, ils montrent également aux décideurs politiques à quoi ressemble une

bonne pratique en ce qui concerne les résultats sociaux de l'APN/GN de biodiversité au niveau des projets.

Quel est l'intérêt d'appliquer ces principes pour un maître d'ouvrage ?

Des gains d'efficacité dans la conception et la construction, une transition plus en douceur dans le processus de consentement et une réduction des risques pour l'atteinte de l'APN/GN de biodiversité – tels sont les principaux avantages de l'application des principes pour un porteur de projet. Le Chapitre 1.4 décrit de nombreuses autres raisons pour appliquer les principes, y compris la conformité avec la réglementation de nombreux pays ayant incorporé des considérations sociales dans l'atteinte d'objectifs d'APN/GN de biodiversité. De plus, certaines institutions financières exigent que leurs projets traitent des impacts sur la fourniture de services écosystémiques.

Ces principes sont-ils réservés aux grands projets de développement ?

Non. Un petit projet de développement peut avoir un impact considérable sur les populations, à la fois négativement et positivement, du fait de son impact sur la biodiversité. Tous les projets de développement devraient appliquer les principes

proportionnellement à l'ampleur du projet, à son impact sur la biodiversité et à l'impact associé sur les populations.

Quel résultat pour les populations devrait viser les projets ayant un objectif d'APN/GN de biodiversité ?

Selon les recommandations internationales, les personnes affectées ne doivent pas être plus défavorisées et devraient de préférence être mieux loties, suite aux projets d'APN/GN de biodiversité. Ce document s'appuie sur cette exigence : le [Chapitre 2.1](#) définit un résultat social mesurable qui est plus tangible pour les développeurs, qui peuvent démontrer qu'il a été atteint - il est conçu en termes de bien-être.

Comment devrait-on mesurer les résultats pour les personnes ?

Le résultat souhaitable pour les personnes est formulé en termes de bien-être ([Principe 1](#)). Le bien-être est un concept large qui englobe le bien-être matériel, les relations avec la famille et les amis, la santé émotionnelle et physique, la sécurité et ce que l'on ressent de sa communauté. La [Note technique B](#) fournit plus d'informations

sur le bien-être et sur la façon de le mesurer. Là où le bien-être n'est pas couramment mentionné dans les EIES, les praticiens peuvent utiliser des alternatives tout en adoptant le bien-être. Mais les alternatives doivent être justifiées à partir de consultations des personnes affectées. Il ne convient pas de se fier uniquement à de simples indicateurs économiques qui ne reflètent pas pleinement la qualité de vie des personnes.

L'évaluation et la mesure de la fourniture de services écosystémiques sont-elles suffisantes ?

C'est un bon début, car les évaluations des services écosystémiques aideront à comprendre les avantages que les individus retirent de la biodiversité et ce qu'ils perdent si cette biodiversité est endommagée ou détruite pour un projet de développement. Cependant, les avantages que les personnes obtiennent des services écosystémiques sont affectés par leur contexte social et par leurs perceptions subjectives de la valeur de ces services pour eux, qui ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des services écosystémiques. Une évaluation du bien-être associé à la biodiversité donne une vision plus holistique et réaliste de ce que les gens

peuvent gagner ou perdre des activités liées à l'APN/GN.

Est-il nécessaire de mesurer le bien-être de chaque personne ?

Il ne sera souvent ni pratique ni possible de mesurer le bien-être de chaque personne. Il est important d'adopter une approche proportionnée, dans laquelle le bien-être est mesuré au niveau où des impacts importants se produisent, par exemple au niveau du village ou par groupe d'intérêt. Mais ce niveau doit véritablement refléter les impacts significatifs de l'APN/GN sur le bien-être, sans quoi des impacts aux conséquences dévastatrices pourraient être omis, en particulier pour les populations pauvres, marginalisées et vulnérables. Le [Principe 6](#) décrit l'agrégation des évaluations de bien-être et le [Principe 2](#) décrit l'échelle spatiale permettant d'évaluer les résultats sociaux des projets visant l'APN/GN de biodiversité.

L'application de ces principes sociaux dans la démarche d'APN/GN coûtera-t-elle plus cher ?

Les projets de développement soumis à étude d'impact auront déjà de nombreuses activités associées aux principes. Une planification et une budgétisation précoce garantiront des gains d'efficacité lors de l'application des principes tout au long de la vie d'un projet. Plus important encore, l'application des principes peut réduire les coûts liés à un processus de consentement long et complexe ou à des manifestations contre un projet de développement.

S'agit-il uniquement de compensation écologique au titre de la biodiversité ?

Non. Le [Chapitre 1.2](#) décrit la pierre angulaire de l'APN/GN de biodiversité (application de la hiérarchie d'atténuation, étape par étape, en s'attachant avant tout à éviter la perte de biodiversité et les impacts associés sur les personnes). L'APN/GN peut être atteint à n'importe quel stade de la hiérarchie d'atténuation, et pas seulement à la fin. Ce n'est que lorsque toutes les possibilités d'éviter, puis de réduire et de restaurer les pertes de biodiversité ont été prises en compte, que les pertes résiduelles peuvent être compensées ailleurs par des gains mesurables, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un site de développement. Le [Chapitre 1.2](#) décrit comment les principes sociaux s'appliquent à toutes les étapes de la hiérarchie d'atténuation. Ils doivent être appliqués le plus tôt possible dans la durée de vie du projet et

parallèlement à la conception, la mise en œuvre, la gestion et le suivi des mesures liées à l'APN/GN de biodiversité.

Et si la population utilise la biodiversité illégalement ?

C'est une question difficile et ce qui est approprié dépendra des conditions locales. Par exemple, si la collecte de plantes médicinales est récemment devenue illégale, mais que les populations locales l'utilisent depuis de nombreuses générations, une indemnisation peut être nécessaire si des actions d'APN/GN empêchent les personnes d'utiliser les plantes. Ce qui est approprié dépendra également de la conformité du projet de développement à des normes ou à des exigences, telles que la norme de performance n°5 de la Société Financière Internationale.

Les projets de développement incluent souvent des mesures de compensation pour les personnes, sont-elles acceptables ?

Non. Le [Principe n°5](#) indique clairement que l'indemnisation des personnes pour les pertes dues à l'APN/GN de biodiversité ne devrait en aucun être quelque chose qui se serait produit d'office, via le projet de développement ou une autre intervention. Les mesures visant à indemniser les personnes pour les impacts sociaux de l'APN/GN de biodiversité doivent être distinguées clairement.

Qui devrait évaluer les déclarations de bonnes pratiques sociales en matière d'APN/GN de biodiversité ?

Le [Principe n°15](#) indique que les bonnes pratiques doivent être validées par un expert dûment qualifié et/ou une tierce partie indépendante, sur une période de temps similaire à celle du suivi (voir le [Principe n° 14](#)).

Parfois, les valeurs des personnes associées à une caractéristique de la biodiversité spécifique ne peuvent pas être remplacées lorsque cette caractéristique est perdue, que se passe-t-il dans ces situations ?

Comme pour les aspects de l'APN/GN relatifs à la biodiversité, il existe des seuils pour les aspects sociaux. Le [Principe n° 10](#) décrit ces seuils sociaux et indique clairement que, dans ces situations, il est impossible pour une compensation d'obtenir des résultats sociaux durables et équitables à partir de l'APN/GN de biodiversité.

NOTE TECHNIQUE B :

Le bien-être et comment le mesurer

Le bien-être a été défini dans la littérature scientifique comme « un état physique, social et mental positif ». Au cours des dernières décennies, la réflexion sur le développement et le progrès social est passée d'une attention unidimensionnelle étroite à la pauvreté (le revenu) à une évaluation globale et multidimensionnelle de la condition humaine, reflétant l'importance des besoins sociaux, psychologiques et culturels requis pour s'épanouir.

Pour bien mesurer le bien-être, il faut prendre en compte des indicateurs objectifs et subjectifs. Cela combine les circonstances objectives d'une personne avec son évaluation subjective de ces circonstances. Les indicateurs objectifs montrent des changements tangibles et observables (changements dans les ressources matérielles telles que les denrées alimentaires, revenus et patrimoine). Les indicateurs subjectifs de bien-être donnent un aperçu des sentiments et des expériences des personnes à propos du changement (par ex : comment les gens se sentent par rapport à leur situation et à leur qualité de vie), ce qui influence en fin de compte leur participation et leur acceptation des projets de développement et des activités liées à l'APN/GN.

Plusieurs cadres de mesure du bien-être ont déjà été adoptés à grande échelle, et celui qui convient dans une situation donnée devrait être décidé en concertation avec les experts en sciences sociales qui réalisent l'évaluation du bien-être. Un examen précieux des cadres de bien-être qui pourraient être utilisés pour évaluer les relations des individus avec la biodiversité et les services écosystémiques a été publié par Agarwala et al. (2014)¹.

Dans ces Principes, nous utilisons le cadre théorique du bien-être développé par Woodhouse et al. (2015)², car il a été développé spécifiquement pour mesurer le bien-être dans le respect de la biodiversité et de l'environnement. Dans ce cadre, le bien-être a trois dimensions en interaction : objectif/matériel, relationnel et subjectif (Figure 3).

Comment mesurer le bien-être ?

Nous décrivons brièvement ci-dessous les principales étapes de l'évaluation du bien-être. Les évaluations de bien-être reposent largement sur des méthodes participatives et il est recommandé qu'elles soient réalisées par des personnes expérimentées au cours

du processus d'étude d'impact. De Lange et al. (2016)³ donnent aux praticiens des indications plus détaillées sur l'évaluation des impacts des interventions de conservation sur le bien-être.

Étape 1 : Définir des indicateurs de bien-être

Le bien-être est une construction sociale. Les composantes du bien-être qui sont importantes sont susceptibles de différer selon les groupes de personnes, en particulier les groupes sociodémographiques. Par exemple, les femmes et les hommes, ou les groupes les plus riches et les plus pauvres, peuvent prioriser différents aspects de leur bien-être. Par conséquent, un exercice de profilage des parties prenantes est nécessaire dans un premier temps.

L'opinion des personnes censées être touchées par un projet de développement et les activités associées à l'APN/GN doivent compter dans la définition de ce qui constitue un impact et dans la sélection des indicateurs de bien-être pertinents⁴ à utiliser dans le processus d'étude d'impact. Les indicateurs doivent couvrir tous les aspects du bien-être que les parties prenantes locales considèrent susceptibles d'être affectés par un projet visant l'APN/GN (voir par exemple la Figure 3). Des groupes de discussion (*focus groups* en anglais) peuvent être un moyen précieux d'identifier les indicateurs appropriés.

Étape 2 : Comprendre le rapport des populations à la biodiversité

Une fois que des indicateurs localement appropriés ont été identifiés, ils peuvent être utilisés pour développer une enquête avec les parties prenantes locales à utiliser dans l'état initial social du projet. Les questions utilisées dans l'enquête serviront à établir comment les gens ressentent le rôle de la biodiversité

FIGURE 3

Figure 3: Comment différents indicateurs de bien-être s'appliquent aux différentes dimensions du bien-être. Les exemples d'indicateurs doivent indiquer quels types d'indicateurs se rapportent à quelle dimension ; les indicateurs réels seront spécifiques à chaque cas et devront être développés de manière participative.

Source : Woodhouse et al. (2016)⁵.

dans leur bien-être. Les résultats peuvent également être utilisés pour décider des unités appropriées d'agrégation de l'évaluation des impacts sur le bien-être des mesures d'APN/GN de biodiversité.

Étape 3 :

Explorer l'impact du projet sur le bien-être et les mesures d'atténuation appropriées

On peut avoir recours à des enquêtes et à des ateliers de discussion en groupe pour explorer avec les personnes affectées les effets du projet sur leur bien-être et comment gérer ces impacts de manière à ce qu'elles ne soient pas moins bien loties du fait du projet.

Étape 4 :

Surveiller et adapter

Au fur et à mesure de l'avancement du projet, il faudra répéter les étapes 1 à 3, car la relation entre

biodiversité et bien-être changera avec l'évolution de la situation des personnes. Bien qu'il puisse ne pas être possible de réviser fréquemment un plan d'atténuation des impacts, on devrait intégrer au projet la capacité à l'adapter au fur et à mesure qu'évoluent les relations des populations avec la biodiversité et les groupes de parties prenantes.

Références

- ¹ Agarwala, M., G. Atkinson, B. Fry, K. Homewood, S. Mourato, J. Rowcliffe, G. Wallace, and E. J. Milner-Gulland. 2014. Assessing the relationship between human well-being and ecosystem services: A review of frameworks. *Conservation and Society* 12:437-499.
- ² Woodhouse, E., K. M. Homewood, E. Beauchamp, T. Clements, J. T. McCabe, D. Wilkie, and E. J. Milner-Gulland. 2015. Guiding principles for evaluating the impacts of conservation interventions on human well-being. *Philosophical Transactions of the Royal Society B* 370.
- ³ De Lange, E., E. Woodhouse, and E. J. Milner-Gulland. 2016. Approaches used to evaluate the social impacts of protected areas. *Conservation Letters* 9(5): 327-333.
- ⁴ Rasolofson, R. A., M. R. Nielsen, and J. P. Jones. 2018. The potential of the Global Person Generated Index for evaluating the perceived impacts of conservation interventions on subjective well-being. *World Development* 105:107-118.
- ⁵ Woodhouse, E., E. de Lange, and E. J. Milner-Gulland. 2016. Evaluating the impacts of conservation interventions on human wellbeing. Guidance for practitioners. International Institute for Environment and Development (IIED), London, UK. Available at: <http://pubs.iied.org/14667IIED>

NOTE TECHNIQUE C :

COMPOSANTES DE L'EQUITE ENVIRONNEMENTALE

L'équité peut être considérée comme le « traitement équitable ou juste d'individus ou de groupes ». Non seulement le concept d'équité est souvent une aspiration des politiques environnementales, mais il s'agit également d'un facteur pragmatique, dans la mesure où l'atteinte de l'équité entre les parties prenantes peut être déterminante pour la réussite des objectifs de conservation¹.

On considère souvent l'équité comme ayant trois dimensions clés² :

- Reconnaissance : il s'agit de reconnaître et de respecter les droits et la diversité des identités, des systèmes de connaissances, des valeurs et des institutions des différents acteurs.
- Procédure : il s'agit de la participation des acteurs à la prise de décision, de la transparence, de la

responsabilité et des processus de résolution des litiges.

- Distribution : il s'agit de la répartition des avantages et des coûts entre les différents acteurs et de la manière dont les coûts/charges supportés par certains acteurs sont atténués.

Il peut être important de considérer l'équité à différentes échelles allant de celle de l'individu à celle d'une nation ou l'échelle internationale, et en termes de justice dans la façon dont les actions des populations aujourd'hui affectent le bien-être de générations futures (équité intergénérationnelle).

Références

- ¹ Law, E. A., N. J. Bennett, C. D. Ives, R. Friedman, K. J. Davis, C. Archibald, and K. A. Wilson. 2017. Equity trade offs in conservation decision making. *Conservation Biology* 32:294-303.
- ² Franks, P., F. Booker, and D. Roe. 2018. Understanding and assessing equity in protected area conservation. International Institute for Environment and Development (IIED), London, UK. Available at: <http://pubs.iied.org/14671IIEDReferences>
- ¹ Law, E. A., N. J. Bennett, C. D. Ives, R. Friedman, K. J. Davis, C. Archibald, and K. A. Wilson. 2017. Equity trade offs in conservation decision making. *Conservation Biology* 32:294-303.
- ² Franks, P., F. Booker, and D. Roe. 2018. Understanding and assessing equity in protected area conservation. International Institute for Environment and Development (IIED), London, UK. Available at: <http://pubs.iied.org/14671IIED>

NOTE TECHNIQUE D :

DEFINIR L'AUTORITE COMPETENTE

Les principes sociaux pour l'APN/GN de biodiversité font référence à une « autorité appropriée et compétente ». Dans la mesure où les principes s'appuient sur les bonnes pratiques internationales généralement acceptées en matière d'étude d'impact environnemental et social, l'autorité compétente est définie comme suit :

Toute personne ou organisation disposant de l'autorité, de la capacité ou du pouvoir légalement délégué ou investi d'octroyer un permis environnemental pour un projet de développement¹.

Dans ce contexte, il incombe essentiellement à l'autorité compétente d'octroyer un permis environnemental pour le projet de développement sur la base des résultats d'une analyse d'impact, qui est souvent une EIE ou une EIES.

L'autorité examine les informations environnementales (généralement une étude d'impact) pour déterminer si le projet de développement proposé, assorti de mesures d'atténuation, est conforme aux exigences légales en matière d'environnement, telles que la protection réglementaire de la faune et de certains sites. L'autorité compétente détermine également si des conditions sont requises dans le cadre de l'autorisation et précise le stade du projet au moment où les conditions doivent être remplies (par ex. : lors de la conception, de la construction ou de l'exploitation).

Il est essentiel que l'autorité compétente reçoive toutes les informations nécessaires pour évaluer les effets environnementaux probables d'un projet de développement proposé. Les informations sont souvent fournies dans l'étude d'impact, ce qui signifie que les conclusions de ces évaluations constituent un élément important du processus de consentement.

Des définitions d'autorités compétentes pour le processus d'EIE existent pour :

Royaume-Uni

Une organisation ou une personne chargée de déterminer une demande d'autorisation pour un projet [de développement]. L'autorité détermine si le projet atténué est conforme aux exigences légales, aux buts et objectifs de la politique nationale et locale, et impose des conditions ou des obligations juridiques liées à l'autorisation².

Commission européenne

Ceux que les États membres désignent comme responsables de l'exécution des tâches découlant de la Directive sur les études d'impact³.

References

- ¹ Vanclay, F., A. M. Esteves, I. Aucamp, and D. M. Franks. 2015. Social Impact Assessment: Guidance for assessing and managing the social impacts of projects. International Association for Impact Assessment, USA.
- ² CIEEM. 2018. Guidelines for Ecological Impact Assessment in the UK and Ireland. CIEEM, UK.
- ³ Raymond, K. and Coates, A. 2001. Guidance on EIA Review. Environmental Resources Management, UK.

AUTEURS

Joseph W. Bull

Wild Business Ltd
joe@wildbusiness.org

Julia Baker

Balfour Beatty
Julia.Baker2@balfourbeatty.com

Victoria Griffiths

Université de Bangor / Université d'Oxford
victoria.griffiths@bnc.ox.ac.uk

Julia P.G. Jones

Université de Bangor
julia.jones@bangor.ac.uk

E.J. Milner-Gulland

Université d'Oxford
ej.milner-gulland@zoo.ox.ac.uk